

le monde libertaire

**En Orient, comme en Occident,
non au nucléaire !**



M 02137 - 1439 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Le travail, c'est bon pour ceux qui n'ont rien à faire »

Léo Campion

hebdo n° 1439

du 18 au 24 mai 2006

Sommaire

Le danger **des nanos**, page 4

L'autruche fait un régime, par F. Ladrise, page 5

Brèves de combat, page 6

Immigration et politique, par P. Schindler, page 7

Les étrangers encore exploités, par Soleil noir, page 9

Les fronts reviennent, par Hugues, page 10

Une église **du fric**, par N. Potkine, page 11

Pas de frontières, pas de galères, par F. Roux, page 12

Atelier populaire **d'architecture et d'urbanisme** des cours de l'industrie, par Thomas, page 14

Guerre de classes au **Moyen-Orient**, par Hertje, page 15

Crise économique en Palestine, par É. Vilain, page 17

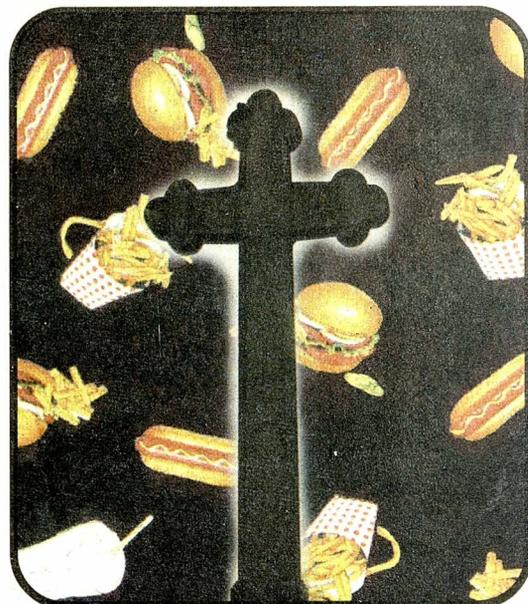
La Charte d'Amiens n'est pas morte, par J.-F. Chalot, page 19

Lumière sur **François Cheng**, par C. Margat, page 20

Solidarité avec Victor, par le groupe Gard-Vaucluse, page 21

Radio libertaire, page 22

L'agenda, page 23



Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20 €	<input type="radio"/> 27 €
6 mois, 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38 €	<input type="radio"/> 46 €
1 an, 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61 €	<input type="radio"/> 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215).

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Cela fait maintenant plusieurs semaines que l'affaire Clearstream monopolise l'actualité, met à contribution les médias officiels, lancés dans une course au scoop, à la révélation. Nos lecteurs se sont étonnés de ce que le Monde libertaire n'évoque pas le sujet. C'était pour notre part un choix. En effet, il ne nous semblait pas pertinent de perdre notre temps à nous focaliser sur ce qui n'est qu'un symptôme, certes fétide, nauséabond, de la perte totale de crédibilité du personnel politique. Ces tricheurs, ces menteurs, nous n'avons pas attendu le scandale Clearstream pour, d'une semaine sur l'autre, ne cesser de les dénoncer. Aussi, dans les pages qui suivent, on n'apprendra rien de nouveau sur la déliquescence de la démocratie de représentation, sur les multiples accointances qui lient pouvoir politique et monde de l'économie, sur l'urgence dans laquelle nous nous trouvons de rompre avec ce système qui a pour nom capitalisme. Sur ce point, nous avons tout dit. On apprendra par contre, dans les pages à venir, que pendant que Sarkozy cherche à couler de Villepin (à moins que ce ne soit le contraire?), l'Iran frappe à la porte du club très fermé des puissances nucléaires. Faut-il posséder la bombe pour être pris au sérieux? Oui. On apprendra aussi que les nanotechnologies permettent déjà, en Australie, le nanocontrôle de salariés ayant accepté de se faire placer une puce sous la peau. Demain, les nanogrévistes seront-ils nanosancionnés? Plus sérieusement, les nouvelles technologies de contrôle, de la vidéosurveillance aux empreintes ADN, de la biométrie aux fichiers policiers type STIC, méritent d'être combattues, et pas seulement dénoncées.

Pendant ce temps, la bande de Gaza crève, au sens littéral du terme. Crève de faim, les gens, et de soif, depuis que la communauté internationale a, pour les punir d'avoir conduit le Hamas au pouvoir, décidé de les priver du minimum alimentaire. Les ONG sur place disent que la situation relève de la famine. Combien de morts encore, combien d'Intifada, combien d'enfants tirés à vue?

Pendant ce temps-là, en Europe, on ne se soucie pas de la nomination de deux ministres d'extrême droite au gouvernement de Pologne. L'Autriche de Haider avait subi les foudres de la Communauté pour moins que ça. Là, rien. Comme si, à la Pologne, on reconnaissait le droit d'être nazie.

En France, un ministre interdit aux familles de vivre ensemble, et remet au préfet le droit de décider si l'étranger, présent dans le pays depuis dix ans, a le droit d'y rester ou non. Décide enfin de qui peut s'installer, ou non, selon ses « compétences ». S'il vient pour manger, l'étranger retournera chez lui. S'il vient pour bosser, il est le bienvenu. Le travail rend libre!

Iran

Civil ou militaire, le nucléaire menace l'humanité

CELA FAIT DES SEMAINES, voire des mois, que les télévisions, radio et journaux du monde entier nous bassinent avec la menace nucléaire que fait peser la République islamiste d'Iran sur le monde civilisé. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont, avec les États-Unis, à la tête du groupe de pression visant à interdire à l'Iran son indépendance technologique en la matière.

Il faut savoir que le programme de développement nucléaire de l'Iran date d'avant la révolution sociale de 1979 et l'instauration, quelques mois plus tard, de la dictature des mollahs. C'est au début des années soixante-dix que le shah persan projeta la construction d'une vingtaine de centrales nucléaires, afin de pouvoir garder son indépendance énergétique, même après l'épuisement de ses ressources pétrolières (estimées aujourd'hui à plus de cent trente-trois milliards de barils). Bien entendu, l'idée du développement en parallèle d'une branche militaire de la recherche nucléaire, afin de garder la suprématie de son influence politique sur cette zone géographique ultra-stratégique¹, était déjà dans les esprits des promoteurs de ce projet, avec l'approbation des États-Unis et de l'Europe. N'oublions pas que la famille Reza avait retrouvé son trône en 1953, par un coup de force de la CIA et du MI6, alors que le peuple avait, par une insurrection, porté Mohamad Mossadegh au pouvoir. Mossadegh, présenté, en pleine guerre froide, comme l'allié de Moscou, voulait nationaliser les puits de pétrole au détriment de la British Petroleum...

L'avènement de la « république » des mollahs mit un frein à ce programme nucléaire. La guerre Iran-Irak redéfini l'urgence, qui était à cette époque, en terme d'armes de destruction massive, axée autour des armes chimiques et bactériologiques, que les deux parties expérimentaient au su des instances internationales, lesquelles fermaient leur gueule car ce sont des firmes allemandes et américaines qui vendaient les agents chimiques et bactériologiques. Ces firmes voyaient en cette guerre un moyen d'expérimentation en

réel du développement de leurs recherches en la matière.

Aujourd'hui, ce qui inquiète les nations du club des détenteurs des moyens d'anéantissement de la planète, ce n'est pas tant que l'Iran acquière la technologie permettant de fabriquer l'arme nucléaire. Son voisin, la République islamiste du Pakistan, l'a déjà depuis des décennies, ainsi que l'Inde, avec laquelle le Pakistan est en guerre continuelle. Pourtant, même lorsque le conflit entre ces deux pays est en phase ouverte, aucune des deux parties ne menace de faire usage de leurs bombes. Ce qui inquiète nos grandes puissances, c'est que le gouvernement iranien, avec les revenus de ses exportations pétrolières (2,5 millions de barils par jour), alors que 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, a les moyens de développer, avec l'aide de la Corée du Nord, des missiles balistiques de longue portée capables d'atteindre des pays tel qu'Israël ou l'est de l'Europe... Concurrençant ainsi le règne de la terreur, apanage de nos grandes puissances économiques, qui se veulent les seules et uniques détentrices des armes d'anéantissement massif.

Cette crise, où l'AIEA² ne peut démontrer avec certitude que l'Iran développe un programme nucléaire militaire montre bien que l'on ne peut dissocier le nucléaire civil du nucléaire militaire. Cette technologie ayant des effets bien trop dévastateurs, menaçant l'humanité tout entière, il devient urgent de la bannir totalement, même dans ses applications civiles.

Christophe Danis

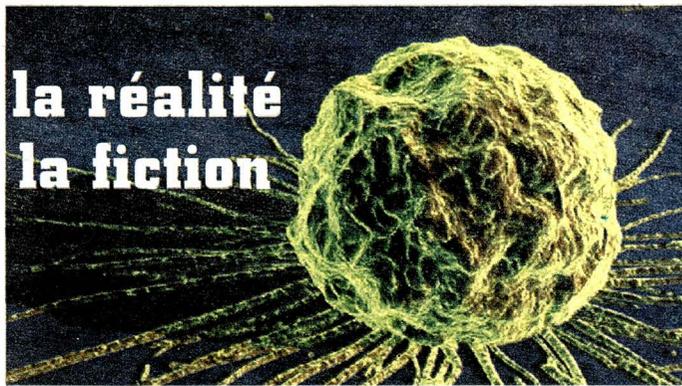
Groupe libertaire Louise-Michel

1- L'Iran, situé entre la Turquie et l'Irak à l'ouest, l'Afghanistan et le Pakistan à l'est, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan au nord, non seulement longe tout le long des golfes Persique et d'Oman en passant par le détroit d'Ormuz, mais a aussi des côtes sur la mer Caspienne. Il s'agit d'un verrou potentiel pour les plus grandes réserves pétrolières mondiales

2- Agence internationale de l'énergie nucléaire.

Nanotechnologies

**Quand la réalité
dépasse la fiction**



Le 2 juin à Grenoble, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) inaugurent Minatec, premier pôle européen de recherche publique sur les micro et nanotechnologies. Décidé dans l'opacité, avec le large soutien des industriels et de l'armée, Minatec est un symbole de cette société où la technologie est au service des profits et du contrôle social.

Nanotechnologies, kézako ?

Les nanotechnologies explorent un domaine accessible depuis peu: celui de l'infiniment petit. Ces nouvelles technologies manipulent la matière à l'échelle du nanomètre (=1 milliardième de millimètre). Là où les lois de la physique classique ne s'appliquent plus, elles peuvent créer de la matière à partir d'atomes ou de molécules. Désormais, plus rien ne semble impossible puisque l'espèce humaine pourra rivaliser avec la nature en fabriquant de nouveaux matériaux, molécule par molécule, ou en créant, à partir de protéines ou d'ADN, des machines imitant le vivant.

Et alors? Et alors, plus que des technologies développées en laboratoires clos, les nanotechnologies représentent un créneau fantastique pour les investisseurs, dans des domaines aussi variés que l'aérospatial, la médecine, la pharmacie, en passant bien évidemment par les applications policières et militaires. Organismes atomiquement modifiés (OAM), poussières de surveillance, implants sous-cutanés, biométrie et fichage génétique, objets communicants, missiles intelligents, microsources d'énergies, traitements nano-encapsulés, etc., ne sont qu'un aperçu des nombreuses applications issues des technologies dites convergentes (sciences cognitives, physique nucléaire, biologie moléculaire, chimie, informatique). Avec Minatec, le rêve mégalo des élites du capital pourra se concrétiser: car, si le profit est le nerf de la guerre, l'artificialisation du vivant est l'arme qui permettra pour le pouvoir la globalisation du contrôle social.

Un pas de plus... un pas de trop !

Le développement des nanotechnologies suppose un pas de plus vers un monde mortifère, à travers le contrôle total du vivant. Le monde des

nanotechnologies, qui n'était il y a quelques années qu'une idée proche de la science-fiction, est aujourd'hui déjà une réalité. Minatec ouvre ses portes, en Australie des employés portent déjà dans le bras une micropuce qui leur permet d'entrer sur leur lieu de travail, en France les nouveaux troupeaux doivent être «pucés»... Et, si l'on cherche bien qui se cache derrière les plus fervents promoteurs des nanotechnologies à l'échelle mondiale, on trouve les transhumanistes, des gens proches des pouvoirs en place, qui rêvent de remplacer l'espèce humaine et ses «tares» par une cyberhumanité dépourvue de toutes imperfections¹...

Toutes et tous à Grenoble contre Minatec et son monde !

À Grenoble, depuis quelques années, la contestation des nécrotechnologies² tente de se répandre. Au mois de janvier, un collectif, l'Opposition grenobloise aux nécrotechnologies (OGN), s'est constitué afin de lancer une sorte de «campagne d'information», avec en ligne de mire l'inauguration de Minatec, annoncée dès le mois de janvier pour le 1^{er} juin. Ainsi, de mars à juin, une cinquantaine de soirées de projection-débat autour des nanotechnologies et de leur monde auront été organisées dans diverses villes de France; de plus, un appel à manifester contre l'inauguration de Minatec a été lancé. Devant l'ampleur que menace de prendre la contestation, le «technogratin» grenoblois a pris peur et a récemment et discrètement changé la date de l'inauguration, la repoussant d'une journée. Il se murmure par ailleurs que le président Chirac, annoncé à Grenoble le jour de l'inauguration, préférerait s'abstenir par crainte de la contestation.

Il serait inconvenant de ne pas gâcher cette sinistre inauguration. Invitons-nous toutes et

tous à leur petite fête, pour exprimer notre refus de ce nanomonde totalitaire!

Du 30 mai au 2 juin, quatre jours pour montrer notre opposition tant aux recherches qui seront développées à Minatec qu'à la façon dont ce projet nous est imposé, et surtout à ce monde qui croit pouvoir résoudre les problèmes sociaux et écologiques par la fuite en avant technicienne.

Programme :

(Pendant ces quatre jours, des membres du groupe canadien Etc³ seront présents.)

Mardi 30 mai. À 17 heures, à la Bifurk, ateliers de réflexions thématiques et d'échanges pratiques sur différents thèmes: carte d'identité Ines, biométrie, puçage électronique des animaux et des humains (avec des élèves en résistance), démarche d'enquête critique (avec le groupe Pièces et Main-d'œuvre).

Mercredi 31. À partir de 12 heures, rendez-vous au parc Paul-Mistral pour un pique-nique. À 19 heures, à Alpeexpo: réunion publique sur les nanotechnologies et les raisons de s'y opposer, en présence d'opposants.

Jeudi 1^{er} juin. Manifestation contre l'inauguration de Minatec, contre les nanotechnologies et leur monde. 12 heures, place Félix-Poulat (centre-ville de Grenoble).

Vendredi 2 juin. Pour l'inauguration officielle de Minatec, nous serons encore là...

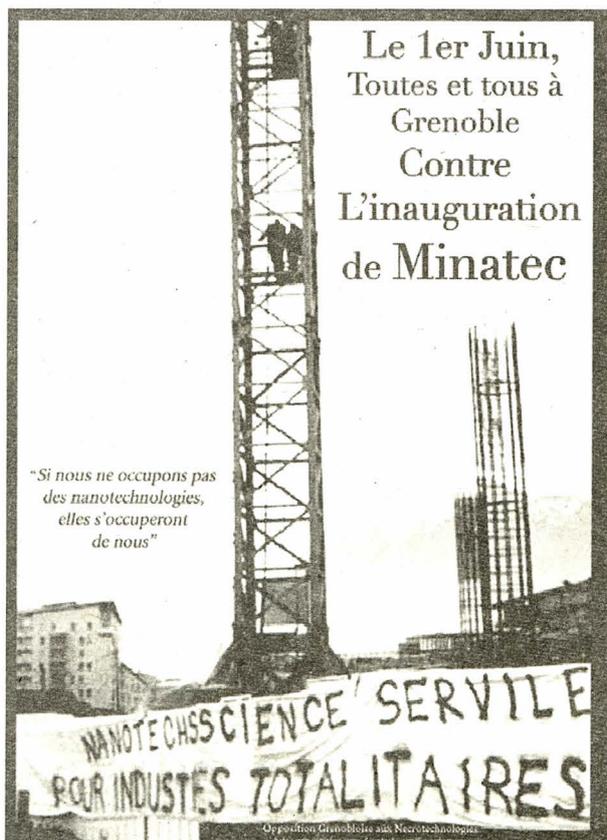
Pour plus d'infos: www.ogn.ouvaton.org

Contact: ogn@ouvaton.org

1. cf. www.transhumanism.org

2. Terme forgé par Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'Inra, opposant aux OGM, pour dénoncer l'entreprise mortifère des « industries du vivant » produisant des substances biocides, pesticides, herbicides, insecticides, etc. (cf. *La Guerre au vivant*, J.-P. Berlan, éditions Agone). À Grenoble, le terme a été élargi aux nouvelles technologies (biotechnologies, nanotechnologies, technologies convergentes), en référence au monde mortifère qu'elles préparent, par le contrôle total du vivant.

3. Etc. Group est un groupe canadien qui a le premier commencé à lancer l'alerte au sujet des nanotechnologies. Leur site, sur lequel sont disponibles, en téléchargement libre, leurs diverses publications sur le sujet est le suivant: www.etcgroup.org



Quand l'autruche éternue...

Post-it

« La grandeur du système français, c'est que tout est dans le dossier. » De Talancé, juge d'instruction

C'est quoi, alors, ce qu'on retrouve dans la presse? Des post-it tombés de la chemise?

Le compte est bon

« L'élection présidentielle, c'est dans un an. » Chirac

Depuis qu'il n'entend plus, Chirac fait semblant de savoir encore compter.

Pas clair

« Je ne suis très clairement pas favorable à ce que Sarkozy aille à Matignon. » Paillé, député Ump.

Être très clairement pas favorable, cela revient à être, plus clairement, contre, non? Bon l'important, surtout, dans cette affaire c'est d'être clair.

Partenaires

« Pourquoi est-ce que je violerais une femme? Je n'ai aucun mal à me trouver des partenaires. » Zuma, ancien vice-président de l'Afrique du Sud.

Accusé de viol, puis finalement acquitté, ce personnage aura donc fondé sa défense sur l'inutilité, en ce qui le concernait, de violer. L'histoire ne dit pas s'il fréquentait assidûment les putes (une saloperie pouvant en cacher une autre), elle ne dit pas non plus ce que pense Jacob Zuma des types qui violent des femmes au prétexte qu'ils ont du mal à se trouver des « partenaires ».

Lui-même

« Je n'exclus rien pour moi-même. » Hollande

Ça c'est bien. T'as raison. Et sinon, les gamins, ça va?

Jeanne qui?

« Qui mieux que Jeanne d'Arc sait faire rayonner les valeurs de la France? » Michèle Alliot-Marie.

Ben, comme ça, je vois pas... Jean-Marie Le Pen, peut-être?

Attention: intention

« Je n'ai pas l'intention de rester indéfiniment. » Tony Blair.

Ce trou de balle attendra sûrement 2007 et le triomphe de la Ségolène, sa, comment dit-on... sa pouliche? avant de se résoudre à quitter Downing Street. Pour les Anglais, ça va faire long. Pour nous aussi.

La France, monsieur

« Combien sommes-nous à avoir mal à la France? » Sarkozy.

Bah, je sais pas, mais moi, en ce moment ça serait plutôt le foie. Ça me lance, vous voyez, et parfois ça me fait comme un point sur le côté. Ah, c'est bien embêtant.

La sourde

« Pour l'instant, je suis en phase d'écoute. » Ségolène Royal.

Mais promis, dès que je suis élue je remets les boules Quiès.

Frédo Ladriss

(Petites phrases piquées dans le Figaro, Libé, le Monde, ou entendues sur Europe 1 et France Inter.)

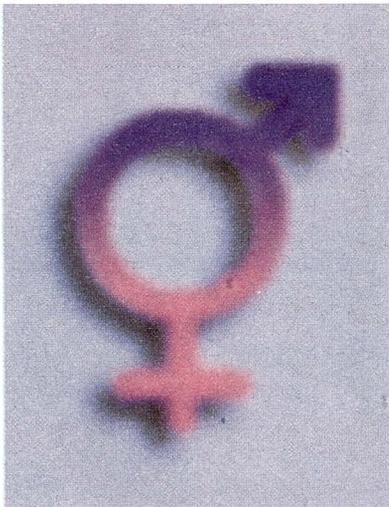
... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Manifestation contre l'expulsion des élèves scolarisés

Mercredi 10, à l'appel du Réseau Éducation Sans Frontières, une centaine d'élèves et leurs soutiens ont défilé à Bobigny vers la Préfecture. Les expulsions – souvent suspendues face à la mobilisation qui entoure les élèves sans-papiers – risquent de reprendre pendant les vacances scolaires. C'est pourquoi un « parrainage » sera organisé dans le 93, pour constituer un réseau de vigilance et d'alerte cet été. Au-delà des pétitions, manifestations et mobilisations diverses, le parrainage est aussi un acte de résistance, politique – une façon de donner une dimension concrète aux mots accueil et solidarité.

Création de « c'est pas mon genre ! »

Après constatation d'un manque de structures trans dans le Nord, et la réunion d'énergies allant dans le même sens, s'est créé en mars 2006 « C'est pas mon genre ! ». Il s'agit d'une association d'aide, de soutien, et d'informations autour des questions trans au sens large: des transgenres, aux transsexuels, en passant par les mouvements

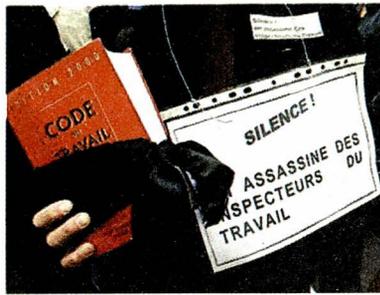


queer ou gender-variant. Leurs militantes et militants comptent organiser des rencontres conviviales, des permanences téléphoniques et physiques, des ateliers à thèmes, des projections de films documentaires, des débats, et participer à des rencontres, festivals et événements LGBT.

Parisot refuse l'embauche de nouveaux inspecteurs du travail

La France, pays d'Europe où les entreprises sont le moins contrôlées, ne dispose que de 1 300 inspecteurs du travail, soit 30 % de moins que la moyenne européenne. De plus pour empêcher le ministre de l'Emploi d'embaucher de nouveaux agents, Laurence Parisot du Medef lui a écrit, afin qu'il « abroge son projet, avant d'engager une concertation approfondie avec les entreprises ». En effet, elle trouve préférable d'éditer des guides pratiques... C'est sûr

que comme ça, on aura le temps de les lire, une fois licencié sans avoir été entendu par un inspecteur du travail!



Le magazine gay *Têtu* licencié pour « refus de travail bénévole »

La CNT nous apprend le sort réservé à deux secrétaires de rédaction qui réclamaient seulement le respect des lois fondamentales du Code du travail: le paiement des heures supplémentaires et le respect du repos hebdomadaire. Après maintes tentatives d'intimidation, le rédacteur en chef en a décidé ainsi, en accord avec la direction d'un journal qui se prétend militant et « de gauche ». Ce qui ne semble pas être le cas de certains cadres et actionnaires ne sachant plus de leur « sympathies for the devils », et les politiques de casse sociale sauce de Vil pain et Sarkopen.

Le Medef un syndicat de combat (suite)

Le Medef recevra les syndicats FO, CGC, CFDT et CGT à partir du 15 mai 2005 pour répondre au rendez-vous pris avec Laurence Parisot à la fin de la « crise du contrat première embauche » qui leur proposait: « une série de rencontres bilatérales pour faire le point et échanger sur les enseignements à tirer de la crise et élaborer un calendrier de discussions sur la flexibilité et la précarité ». C'est marrant comme elle cause, celle-là, elle annonce déjà le contenu de ces réunions rien que dans le titre de la convocation: flexibilité et précarités, les deux mamelles du Medef?

Quand L'Insee et L'Express découvrent le monde cruel

« En France, les origines ethniques seraient à l'origine d'un clivage important entre les jeunes dans le monde du travail », selon les données sociales de L'Insee. Ceux issus de l'immigration extra-européenne, notamment maghrébine, « apparaissent doublement désavantagés » et ont « un risque bien plus élevé de rester à l'écart de l'emploi » que les jeunes d'origine européenne, y compris ceux des pays d'Europe du Sud tels que l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Eh oui, rien n'a vraiment changé depuis les années trente, on se tue à leur dire!

Guerre froide: le retour

Dans son discours annuel à la nation, le président russe a comparé les États-Unis à un loup n'écoutant que ses intérêts et a surtout plaidé pour une Russie forte, militairement et économiquement, face à la forteresse américaine. Citant le budget de la défense américaine en exemple, il a estimé que son pays devait s'assurer une défense solide au moment où la course aux armements s'accélère. Et qu'en pensent les individus des deux peuples concernés?

Une 3^e cacahuète à la présidence des États-Unis ?

L'actuel président américain a déclaré: « Je crois que Jeb serait un très bon président. Mais c'est à lui de décider de se présenter » à propos de son frère, gouverneur de l'État de Floride. Mais l'apéro ne finit donc jamais dans ce pays?

Luttes des chômeurs dans le monde.

Le ministère de l'Intérieur marocain a interdit la tenue de la Rencontre internationale sur le « Chômage, l'exclusion sociale et l'immigration » que l'Association nationale des diplômés au chômage au Maroc (ANDCM), en collaboration avec l'Association des droits humains (AMDH) et la Confédération générale du travail d'Espagne (CGT espagnole), organise le 13 et 14 mai 2006 à l'École nationale de l'industrie minière (ENIM) de Rabat. Ainsi la rencontre sera tenue selon le même programme au siège de l'UMT (Union marocaine du travail) à Rabat le 13 et 14 mai 2006.

La question des diplômés chômeurs est loin d'être anecdotique dans un pays cloisonné par les hiérarques et en manque de perspectives sociales. Sarkozy va peut-être les embaucher? (ironie)

Moratoire sur la chasse à l'ours, à quand celui sur la connerie ?

Tandis que le Conseil d'État vient d'autoriser le ministre de l'Écologie à lâcher les trois derniers ours du programme dans les Pyrénées, un des éleveurs et militants « anti-ours » a déclaré à la presse: « Nous ne pouvons peut-être plus nous y opposer, mais je ferai tout pour que les prochains lâchers d'ours se passent le plus mal possible ». Espérons que les ours l'ont entendu au poste et décident d'attaquer les premiers!



Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire

pour être élu ?



Depuis la fin des années 1960, le discours des politiciens s'est toujours calé sur le besoin de main-d'œuvre, édicté par les possédants, et jamais autour d'un principe plus généreux et internationaliste comme le simple devoir d'hospitalité. Les périodes plus ou moins profitables économiquement aux nantis ont toujours guidé leur argumentaire plus ou moins raciste ou xénophobe, selon les enjeux et les places à prendre au sein d'un pouvoir qu'ils meurent d'envie de ne pas partager, tout comme leurs richesses et leurs privilèges.

Patrick Schindler

DURANT LES TRENTE GLORIEUSES, les besoins de main-d'œuvre en France sont tels que la réglementation liée au contrat de travail n'est guère respectée: les travailleurs étrangers entrent sur le territoire, sous couvert d'un simple passeport touristique, voire clandestinement. Ils trouvent un emploi et ont peu de difficultés à obtenir les documents qui régularisent leur situation. Si le dispositif législatif n'est pas respecté, ça ne pose aucun problème aux autorités.

L'immigration dite « sauvage » est encouragée par les pouvoirs publics: elle correspond aux besoins immédiats de l'économie. Elle apparaît comme problème à partir du moment où l'on enregistre les premières tensions sur le marché de l'emploi, à la fin des années 1960. Apparaissent alors les premières circulaires Marcellin-Fontanet en 1972, puis la « suspension » de l'immigration de main-d'œuvre en 1974. En principe, seuls étaient visés les travailleurs, mais pas les réfugiés, les étudiants et les familles, enfin, sur le papier!

1976 marque une évolution avec le droit au regroupement familial

Cette année-là, pour la première fois en France, un décret organise le regroupement familial et transforme, de fait, l'ordonnance de 1945. La population immigrée de « main-d'œuvre » peut alors se revendiquer comme

familiale, mixte, et donc « durable ». L'ancienneté du séjour en France, les attaches personnelles et familiales l'emportent sur le travail. En 1981, l'article 25 introduit la protection des étrangers qui ont des attaches en France, contre l'éloignement. La loi de 1984 sur la carte de résident de plein droit la renforce, appuyée par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. En 1982, après l'arrivée de la gôche au pouvoir, la régularisation massive d'immigrés a encore pour critère l'activité travaillée, sur la base d'un contrat de travail, tandis que le gouvernement Jospin introduit en 1998 la sélection sous le critère de la famille, qui réduit, en revanche, les chances de régularisation des célibataires, même titulaires d'un contrat de travail.

Discours racistes des politicards qui varient au fil des décrets

Dans les années 1980, le discours contre les étrangers « facteurs de chômage et voleurs du travail des Français » se transforme en dénonciation de l'immigration « des ayant droits qui coûtent beaucoup plus cher à la France qu'elle ne rapporte ». Face à la nouvelle réalité du besoin de main-d'œuvre immigrée (vieillesse de la population et faible taux de natalité), les politicards de droite, d'extrême droite comme de gôche tapent alors sur les familles et les jeunes étrangers.

Patrick Schindler milite au groupe
Claaaaash@federation-anarchiste.org

Parallèlement, le statut de réfugié est de moins en moins respecté, selon le constat d'Amnesty International, et ces derniers de plus en plus assimilés à des « étrangers comme les autres »

De Chevènement à Sarkopen, la dérive vers l'immigration choisie

En 1998, la loi de Chevènement « objectif immigration zéro », inspirée par le rapport de Patrick Weil s'appuie déjà sur des arguments de politique sélective et un discours élitiste sur le besoin d'étudiants étrangers.

En 2003, la première loi Sarkopen restreint les droits liés à la protection de la vie privée et familiale. Un nouveau discours se met en place (déjà suggéré par les originaux, c'est-à-dire le Fhaine et Mégret).

On double alors le « méchant étranger qui vole le travail des Français », avec le « mauvais étranger qui profite des allocations familiales ». Ainsi va naître le slogan : « Contre une immigration subie : une immigration choisie ». C'est-à-dire, une immigration qui attire les talents et renvoie réfugiés et immigrés « inutiles et profiteurs » vers leur pays d'origine. Mais, en 2006, retournement stratégique : Sarkopen joue sur tous les « fronts nationaux », pour se démarquer des précédentes réformes et s'inscrire dans la « rupture », un mot-clé de son discours électoraliste, à seule fin de cristalliser toutes les prétendues « peurs des Français » : les étrangers menacent les emplois et les comptes sociaux.

Puis, re-virage à 180 degrés, après les critiques des associations et même des culs-bénits. Il s'en défend en prétendant reprendre la position européenne qui, face au vieillissement et à la dénatalité, consacre officiellement la reprise d'une immigration de travail, mais en fonction des besoins « nationaux ».

D'une façon sous-jacente, mais beaucoup plus directe, il désigne alors, de fait, l'immigration de famille comme « subie ». Des consignes de sélection sont donc prématurément envoyées dans les administrations préfectorales (avant l'officialisation de son projet de loi), afin de limiter le séjour des étrangers, fondé sur la vie privée, le recours familial et le séjour de longue durée, depuis subordonnés à des preuves d'immigration (la plupart du temps introuvables).

Au nom de cette immigration choisie, et suivant le nouveau projet de loi, les étudiants seront sélectionnés, une carte dite de « compétences et talents » sera créée et, enfin, les titres de séjour dits « salariés » seront de plus

en plus fondés sur les besoins de main-d'œuvre exprimés par les patrons. On atteint donc le paroxysme d'une xénophobie décomplexée et clairement énoncée, au seul but de satisfaire l'électorat soi-disant « traumatisé » par « l'insécurité et autres peurs sociales ».

Un projet carrément élitiste, colonialiste et anti-regroupement

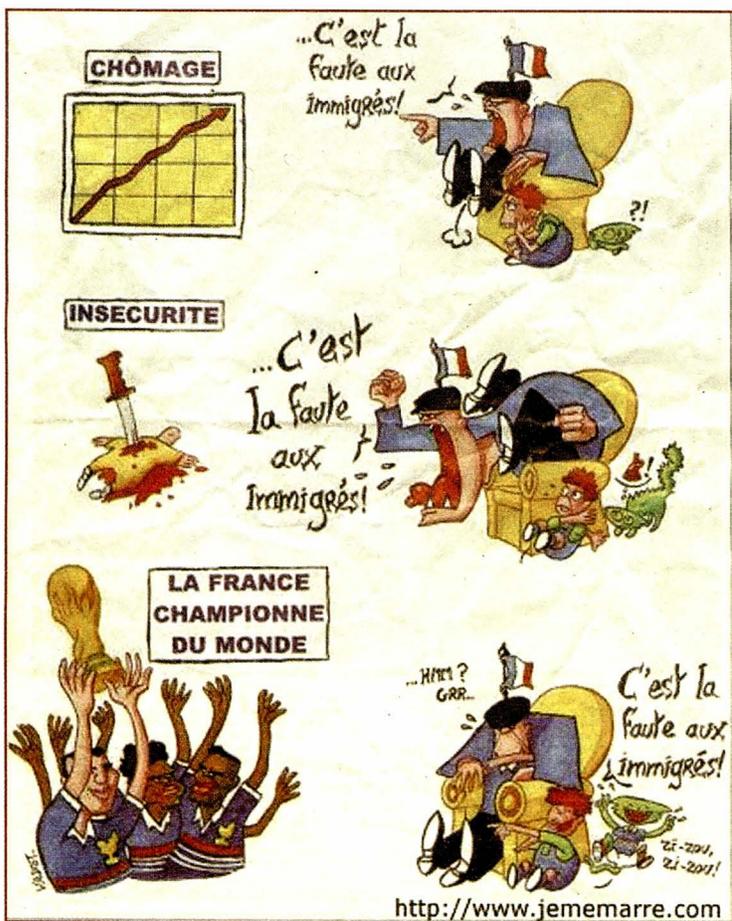
En effet, celui-ci supprime le mécanisme de la régularisation mise en place par la loi Chevènement, fondée sur la durée de séjour (dix ans pour l'obtention d'un titre renouvelable). Les liens qui permettent à un étranger d'obtenir une carte « vie privée et familiale » seront appréciés de façon beaucoup plus stricte : intensité, conditions d'hébergement et la toute nouvelle et ridicule parodie « d'intégration républicaine », ainsi que d'autres éléments, non précisés, alourdissant encore le processus. La conséquence directe de cette loi serait de rendre la situation des conjoints de Français encore beaucoup plus précaire.

L'accès de plein droit à une carte de résident au bout de trois ans serait également supprimé, ainsi que la carte de résident, en cas de rupture de la vie commune dans les quatre ans suivant la célébration du mariage et, enfin, la durée de communauté de vie, permettant aux conjoints de Français de demander la nationalité, serait également augmentée. Pour ce qui concerne les parents d'enfants français, l'essentiel a déjà été fait dans la loi de 2003, sous prétexte de mettre en conformité la législation interne avec le droit communautaire. Le texte avait déjà introduit d'importantes restrictions au regroupement familial (suppression de l'accès direct à la carte de résident, nouveaux critères d'appréciation des ressources, accroissement des prérogatives du maire).

Le nouveau projet de loi fait passer de un an à dix-huit mois le délai pour demander le regroupement familial. Mais, surtout, il introduit une nouvelle condition : la fameuse « intégration républicaine du demandeur », appréciée, selon le projet, « au regard de son engagement personnel à respecter les principes qui régissent la République française, du respect effectif de ces principes et de sa connaissance suffisante de la langue française dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État ».

Le maire de la commune de résidence du demandeur donnait déjà un avis sur les conditions de logement et de ressources ; désormais, il sera habilité à délivrer un avis pour l'appréciation de la condition « d'intégration », étendue aux conjoints de Français pour l'accès à la carte de résident, aux étrangers qui veulent faire venir leur famille, aux titulaires d'une carte « compétences et talents » pour son renouvellement, ainsi qu'aux étrangers dont les liens personnels et familiaux justifient la délivrance d'une carte vie privée et familiale.

Après tout ça, nous souhaitons beaucoup de courage à nos amis étrangers pour qu'elles et ils survivent dans une France devenue élitiste et restant ouvertement raciste et xénophobe! P. S.



Les négriers modernes



FIN DE LA RÉGULARISATION AUTOMATIQUE pour un étranger en situation irrégulière depuis dix ans... Regroupement familial et droit à la libre association entre individus suivant les affinités bafouées... Il ne sera pas très bon de s'aimer entre Français et « étranger », comme de vouloir côtoyer des « immigrants », car il se pourrait qu'on les « protège » et que la suspicion s'installe si l'on ne suit pas la politique utilitariste et exploiteuse de l'État et de ses sbires!

Sous une excuse d'utilitarisme économique, cette politique installe insidieusement le fascisme dans nos comportements sociaux.

Les « immigrés », c'est-à-dire, dans la définition actuelle, tous ceux qui ne sont pas naturalisés français et « intégrés », sont montrés du doigt. On focalise et développe le sentiment de suspicion sur cette partie de la population. Face aux problèmes économiques et sociaux, le même « adversaire » revient sans cesse: « l'immigré ».

Car, même ceux qui sont en situation régulière, donc ceux qui ont un travail et remplissent les « conditions » économiques que prescrit le Doc Sarko face à la maladie de l'immigration, seront pénalisés. Le droit de vivre en famille sera un parcours du combattant, les conditions du regroupement familial auront des critères quasi impossibles (sur les ressources, sur le logement, etc.) et le maire devra « donner son avis sur l'intégration » de la famille.

Problème

Car que cache ce mot « intégration »? Être « bien vu » par la population de la ville où l'on habite, ne pas avoir de problèmes de voisinage, pas droit aux conflits sous peine de problèmes d'expulsion, en somme « être

propre ». La délation a de beaux jours devant elle... Sarkozy reprend le bon vieux programme du Front national...

Une carte « compétences et talents » permettra aux hommes de pouvoir perpétuer l'esclavage moderne des êtres humains. Contrôle du corps social et emploi abusif des personnes dans un seul but: asservissement du temps de chacun pour une économie de profit à destination d'une oligarchie arrogante et imbécile.

Vendredi 5 mai a été adopté par les députés un projet de loi limitant les activités professionnelles à des zones géographiques précises pour les travailleurs étrangers. *Nouvel Observateur* du 6 mai 2006: « Concrètement, un étranger ayant bénéficié de ces dispositions qui perdrait son emploi ne serait autorisé à en chercher un autre que dans le même métier ou la même zone géographique », précise dans son rapport Thierry Mariani (UMP).

On se rappellera les étudiants et lycéens qui, voulant faire grève pendant les manifestations anti-CPE, ont été condamnés par les instances judiciaires à disserter pendant quatre heures sur la « liberté de circulation des personnes ». Cynisme du pouvoir et de la justice bourgeoise? Nos chers politiciens féodaux devraient se remettre à disserter sur leur pouvoir, je ne suis pas sûr qu'ils seraient reçus à l'examen de l'école du peuple.

Renforcement de la précarité et institutionnalisation de la clandestinité, exploitation

de l'homme par l'homme, critères de sélections purement liés à un utilitarisme économique niant les talents individuels de chacun: tu es « utile » suivant « nos » critères, homme au service de l'économie, et non l'inverse, toutes ses mesures n'amènent qu'à des sociétés de plus en plus fascisées.

Fascisme subtil puisque l'information est extrêmement bien distillée à travers nos médias qui permettent d'avoir un consentement progressif des masses, il n'en est néanmoins que plus présent dans nos comportements et nos mœurs... Immigrés « utiles », jeunes « violents » (mais la société, le système, ne l'est-il pas?), rapports entre individus gérés surtout par l'opportunisme et le « désir de carrière », éloge des valeurs bourgeoises et libérales (la hiérarchie justifiée comme seule possibilité d'ordre, exploitation des personnes par le salariat justifiée par la prétendue nécessité de « motiver » les salariés (exploitation = motivation!), la loi du plus fort détruit la solidarité naturelle des personnes, etc.

Face à ce constat, nous devons rester vigilants et lutter pour les droits fondamentaux des individus. Restons solidaires. Comme disait Proudhon, nous sommes des « citoyens du monde », la notion d'étranger n'existe pas, car le sol appartient à tout être humain. La notion d'immigré et d'étranger n'apparaît qu'avec celle de la nation et de l'État.

Soleil noir

Nouvelles des fronts

L'effort humain porte un bandage herniaire
Et les cicatrices des combats
Livrés par la classe ouvrière
Contre un monde absurde et sans lois.

Jacques Prévert

1936, non pas Nouvelles des fronts mais petit rappel d'un Front qui se voulait populaire et qui le fut tant sur le plan de la lutte sociale, de la fraternité d'usine, des revendications que sur celui de la culture. Hommage à ceux et à celles qui luttèrent, hommages, hommages à ceux et celles qui créèrent! Soulignons que s'il fut populaire, c'est sans la volonté des politiciens – SFIO, radicaux –, dont le programme déjà commun n'avait rien de révolutionnaire. Quant au PC, soumis aux ordres de Moscou, il observera longtemps à l'égard de ce gouvernement d'union une neutralité bienveillante. Rappelons que c'est à cette occasion que le PC souilla le drapeau rouge de la Commune en adoptant aussi le drapeau bleu-blanc-rouge des versaillais.

Quant au mouvement lui-même, il est très largement issu d'un mouvement de masse diffus et déterminé, patiemment et spontanément construit, n'attendant pas grand-chose des gouvernements et dépassant sans vergogne les mots d'ordre, même les plus radicaux des trois organisations syndicales se réclamant alors de la CGT. La gauche de Blum

est élue le 3 mai 1936 mais, sans coup férir et sans consignes, les usines Bréguet au Havre débrayent le 11 mai. Puis suivent celles de l'avionneur Nieuport à Issy-les-Moulineaux, Hotchkiss à Levallois, Renault à Billancourt, etc., puis un peu partout le monde du travail relève les manches, occupe les usines, y organise la solidarité et des visites, y multiplie les représentations théâtrales et les bals... Usines occupées, usines réappropriées... Espace de travail et de vie enfin repris en main car à l'époque et pour beaucoup « Tout est possible ».

À la fin de la fête, lorsque la grande peur faite à la bourgeoisie et la médiation étatique et syndicale ont fait leur œuvre: 40 heures, congés payés, reconnaissance syndicale, etc. Certes, ce n'est pas la Révolution sociale mais quelles avancées, quelle bouffée d'oxygène, quelle brèche faite à la soumission à la bourgeoisie et à la dépendance face aux partis politiques. En deux mots, autonomie et maturité politique. La suite, on la connaît aussi: fascisme partout, justice nulle part, mais il n'y a pas de fatalité. La prochaine fois, on fera mieux, en 2007, va savoir!

Pour le reste, après la CPE, de fait inutile, la guerre de classe continue. Entre début 2001 et fin 2003 les licenciements ont augmenté de 40 %, en particulier ceux pour des motifs personnels (Dares), ce qui conduit un salarié sur cinq à contester son licenciement aux prud'hommes. En 2005, record absolu de smicards, soit 2,5 millions de travailleurs toujours selon le ministère du Travail.

Quant aux chômeurs officiels, 2,3 millions environ au premier trimestre 2006, ils sont en réalité, lorsque l'on compte toutes les catégories de demandeurs d'emplois, 3,7 millions. Ça fait du monde sur la paille humide de la précarité. Et ce n'est pas fini. Alcatel et Lucent fusionnent et préparent 8800 sup-

pressions de postes, 10 % des effectifs, Gaz de France-Suez, même cause, même effet, soit à la clé 5000 suppressions attendues. Plus modestement mais plus tragique localement (Jura, Vosges), Mégaplast en programme 700 sur les 5000 emplois du groupe. Résistance pourtant et grève dure, malgré un chantage à la vente des usines, comme chez Wagon automobile (automobile) en Haute-Vienne et dans le Territoire de Belfort pour une augmentation des salaires. Grève annoncée à EasyJet au moment de la saison estivale, là aussi pour les salaires car compagnie à bas coût rime toujours avec bas salaires.

Ailleurs, les mêmes règles s'appliquent aussi et produisent la même misère. En Allemagne par exemple, le ministère du Travail vient de reconnaître que 300 000 personnes vivent dans la pauvreté malgré un travail à plein temps. Sur la planète, la majorité des urbains vivent dans des bidonvilles. Et pourtant, Peugeot persiste et signe et s'apprête à virer 2300 personnes dans la région de Coventry car le prolo britannique est trop cher et pas assez productif. Orange, toujours en Grande-Bretagne, en liquidera entre 1800 et 2000 dans le cadre de son plan de réduction mondiale de 17 000 personnes entre 2006 et 2008. Mais lorsque le prolo est moins cher, ça ne change rien. Au Brésil, pays des bidonvilles et de Lula, ce sont 6000 emplois qui sont menacés chez Volkswagen, dont 3000 dans les prochains mois.

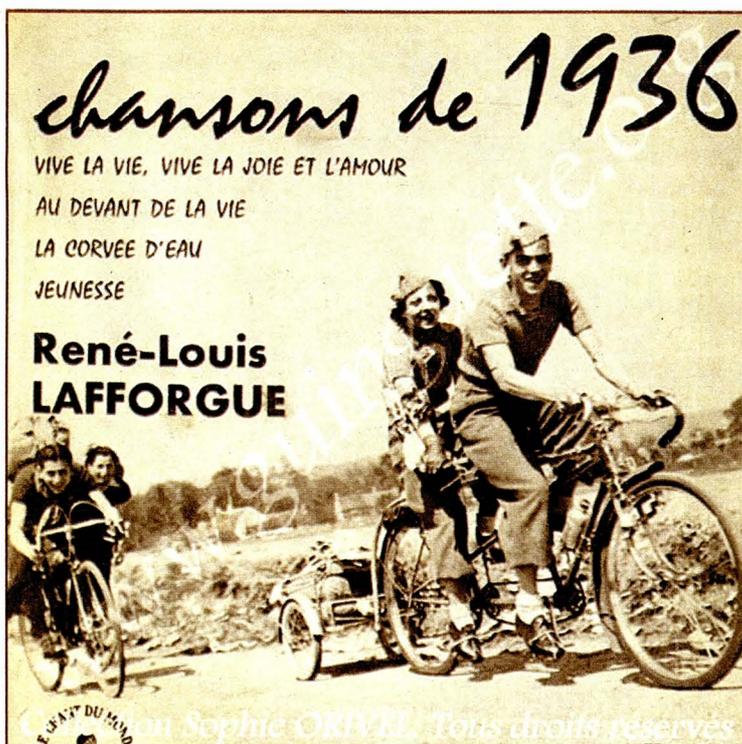
Y'a pas, pour s'en sortir, on ne peut compter que sur nous-mêmes. Alors, comme en 1936, à Paris comme à Barcelone, on arrête tout, on occupe, on produit, on distribue et on fait la fête.

Rendez-vous en 2007. Un conseil toutefois du même Prévert:

« Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes... car le monde mental... sitôt qu'il est seul

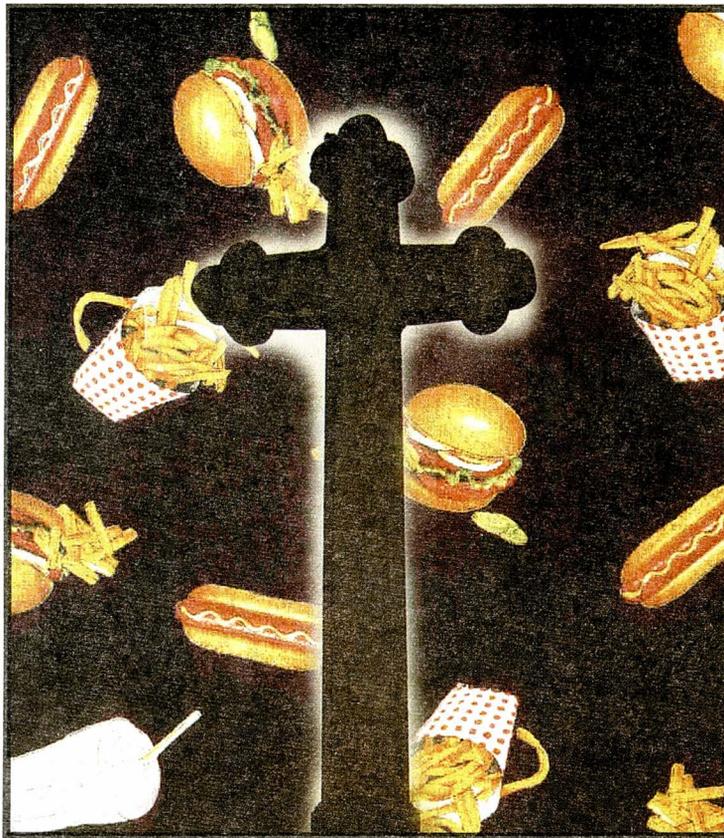
Travaille arbitrairement
S'érigeant pour soi-même
Et soi-disant généreusement en l'honneur
des travailleurs du bâtiment
Un auto-monument. »

Hugues,
Groupe Pierre-Besnard



Les affaires du Seigneur

sont les affaires



LA HARVARD BUSINESS SCHOOL est si célèbre que, pour une entreprise, faire l'objet d'une de ses études pratiques (case-studies) constitue un grand honneur. L'une d'entre elles vient d'être consacrée, selon *The Economist*, à la Willow Creek Community Church, de Chicago. Church? Le mot qui signifie « Église »? Exact. En effet, cette Église propose non seulement des restaurants par douzaines, littéralement, mais en outre des terrains de basket, des cafés, des écrans vidéo en veux-tu en voilà, un parking de 4000 places, des garderies en abondance, un vaste espace réservé aux adolescents et lui aussi constellé d'écrans vidéo, une pharmacie, des banques, etc.

Ça marche. Ça marche tellement bien que cette année, pour une Église similaire, à Houston, le nombre de... pratiquants? clients? consommateurs? a dépassé les 30000 par semaine. Ça marche tellement bien qu'un mot fait rage, celui de *mega-church*, attribué à toute congrégation qui réussit à dépasser le seuil de 2000 personnes par service. Il n'y a pas de secret. Ces Églises ont simplement décidé de se mettre au goût du jour et d'appliquer les techniques du management commercial.

Première étape, on commence par une étude de marché. On s'applique à déterminer ce qui détourne le chrétien mou de base de devenir le chrétien dur de pointe. On découvre que les croix, les vitraux, le similitogothique, les nefs glaciales inquiètent. On découvre que les messes interminables, les services monotones, l'absence de mouvement, de dépense physique, de participation ennui. On découvre que les Églises normales ne proposent aucune aide pratique.

Deuxième étape, on donne au consommateur ce qu'il veut. On change les églises en salles de concert, de concert de rock, qu'on chauffe ou qu'on rafraîchit, c'est selon. voire en simili-stades. En tout cas, les lumières, la sono, les écrans géants, rien ne ferait honte aux Rolling Stones. Quant aux services, les grands écrans et le grand nombre de participants y permettent à chacun de crier, de danser, de lever les bras, de pleurer ou d'en faire beaucoup moins, c'est selon. Selon que l'on est un novice dont le sens du ridicule demeure aigu, ou que l'on est un habitué, qui achète ses glucides à McDonald's et sa chaleur humaine à McCommunauté. Et on rend service; l'aide pratique va du prêt de matériel médical au conseil en immobilier, en passant par la formation aux tests d'embauche (on vous explique à quoi il faut vous attendre) et les conseillers fiscaux. N'oublions pas les classes d'arts martiaux, œcuméniquement appelés « la voie du guerrier chrétien », les groupes d'entraide sur la sexualité du chrétien et, il va sans dire, les omniprésents « cercle de l'homme d'affaires chrétien », « séminaire sur Dieu et le marché », « groupe d'étude des valeurs chrétiennes dans la vie profession-

nelle », « stage d'entraînement à l'acceptation de la richesse » (je n'invente rien). On appelle ça des « hooks », des hameçons, qui permettent d'aller à la pêche aux âmes. Ce qui évoque la sinistre secte des « enfants de Dieu » qui pratiquait le *flirty fishing*, une technique délicate consistant à inviter, un peu vivement, les disciples jeunes et féminines à faire l'amour avec les indécis.

Le tout se fonde bien entendu sur des techniques de management explicites, des « stratégies en sept points », des « nos cinq valeurs; excellence, service, écoute, performance, croissance », etc. Et on revend ça aux petites Églises qui veulent grandir. Willow Creek Church compte 11000 autres Églises dans l'association qui diffuse ses techniques. Pastors.com est un site internet visité par 100000 pasteurs, entre autres choses pour la bibliothèque de sermons disponibles.

Exactement comme dans la galaxie New Age, une large part des revenus des principaux escrocs vient du désir des petits escrocs d'apprendre comment augmenter les leurs.

On sait bien que depuis Calvin et Zwingli le protestantisme n'a jamais hésité à proclamer que les richesses sont le signe de l'élection de Dieu. Mais le protestantisme américain n'a pas hésité, avec exactitude d'ailleurs, à décrire les apôtres comme « douze petits hommes d'affaires créateurs d'une organisation qui a conquis le monde », et les paraboles de Jésus comme « les meilleures publicités de tous les temps ».

Nestor Potkine

Pour un monde sans fr

François Roux

Ta couleur et tes mots tout me va,
Que tu vives ici ou là-bas,
Danse avec moi,
Si tu crois que ta vie est là,
Ce n'est pas un problème pour moi.

Daniel Balavoine

LES GRANDES MANŒUVRES ÉLECTORALES commencent à peine et déjà l'immigration se retrouve au centre des débats. Le Pen, de Villiers et Sarkozy se disputent ouvertement les voix de la France xénophobe, cependant que les parlementaires de gauche et de droite, s'ils disputent sur la forme, sont au fond d'accord pour contrôler l'immigration afin que « toute la misère du monde » reste en dehors du sol national.

Anarchistes, nous ne connaissons qu'une seule frontière: celle qui sépare les opprimés de leurs exploités. Non seulement les êtres humains sont pour nous libres et égaux en droits où qu'ils se trouvent, mais nous aimons que des étrangers viennent chez nous, et nous voulons les accueillir comme des hôtes. Nous n'acceptons aucune entrave à la libre circulation des personnes, et la simple idée de « quotas » d'immigration nous révolte. Nous récusons également les politiques de Tartuffe qui prônent le développement du Sud pour que les « nègres » n'envahissent pas le Nord.

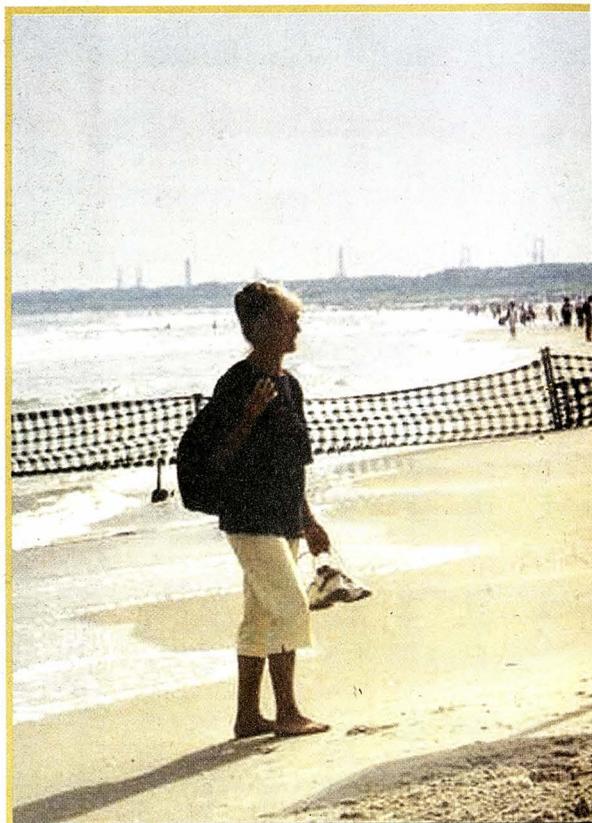
Cette position, qui devrait rassembler sans hésitation tous les internationalistes conséquents, suscite les invectives et les accusations d'irresponsabilité, voire de provocation, de la « gauche » syndicale et politique. Pourtant, même d'un point de vue « raisonnable », l'ouverture des frontières peut parfaitement se défendre.¹ Aussi, compte tenu de l'enjeu, et même si les comptes d'apothicaire nous hérissent, examinons les arguments de ceux qui s'opposent à la liberté de circulation et d'installation.

Le premier qui vient l'esprit, celui qui fait trembler les chaumières, c'est la menace d'une « déferlante migratoire »: compte tenu des écarts de revenu moyen par habitant² (de 1 à 50) entre la France et de nombreux pays

d'Afrique, l'ouverture des frontières provoquerait un gigantesque « appel d'air » aspirant tous les miséreux du continent noir vers notre belle et opulente patrie.

Penser que les pauvres se déplacent mécaniquement d'un territoire à un autre en fonction des différences de niveau de vie est bien une idée d'Occidental. Qui peut croire que l'on quitte sans y être obligé son village, sa famille, ses amis, les chants, les danses et le soleil d'Afrique pour venir croupir dans nos tristes cités? Toute population aspire, dans son immense majorité, à reproduire ses conditions de vie et ses valeurs dans son milieu naturel. En vérité, ceux que la misère a chassés de chez eux sont déjà ici, ou bien ils sont en route, et rien ne les arrêtera. Qui les a vus escalader à mains nues les barbelés de Ceuta et Melilla ne peut en douter. Inutile donc de se barricader contre le désespoir; l'ouverture des frontières n'augmentera pas le nombre des crève-la-faim.

L'étude statistique des migrations fait d'ailleurs apparaître que ce ne sont pas les populations les plus pauvres qui émigrent le plus.³ Elle montre aussi que les situations de libre circulation – entre la France et le Gabon, le Togo ou la République centrafricaine, jusqu'à une date récente, ou encore actuellement entre les nouveaux membres de l'Union européenne à l'Est et ceux des pays de l'Ouest qui leur ont ouvert leurs frontières – n'ont pas provoqué de flux migratoires, malgré les importants écarts de niveau de vie. Elle prouve surtout que « plus les frontières sont ouvertes, plus la mobilité est de courte durée; et plus elles sont fermées, plus la migration d'installation devient désirable ».⁴ C'est-à-dire que la politique restrictive transforme une immigration qui pourrait être saisonnière en immigration à durée indéterminée, de même qu'elle



frontières



dissuade de partir ceux qui voudraient tenter de se réinstaller au pays mais craignent de ne plus pouvoir revenir en cas d'échec.

La migration internationale, toutes causes confondues, concerne 2,5 % de la population mondiale (55 000 entrées par an en France pour l'INSEE, probablement 100 000 en réalité). L'ouverture des frontières, passé le bref afflux de ceux qui sont à nos portes et attendent d'entrer – et entreront un jour ou l'autre – n'y changerait rien.

Le deuxième argument sert d'épouvantail aux syndicats: l'immigration incontrôlée augmenterait le chômage et contribuerait à tirer les salariés français vers le bas. Or les études disponibles infirment la corrélation entre la croissance du chômage et celle des ressources de main-d'œuvre, donc du nombre d'immigrés.⁵ D'autre part, les emplois les plus prisés (la fonction publique) sont interdits aux travailleurs étrangers, lesquels occupent au contraire massivement ceux que les Français refusent. Enfin, rappelons que le chômage est indispensable au capitalisme pour réguler le marché du travail et que les immigrés servent en l'occurrence de boucs émissaires. Quant au risque de mise en concurrence des travailleurs étrangers avec les autochtones, la parade est simple: les mêmes papiers et les mêmes droits pour tous.

Le troisième argument, le plus courant, concerne l'équilibre des budgets sociaux, de santé et le coût de l'immigration en général. Il participe en réalité du préjugé selon lequel les populations du tiers monde ne rêveraient que de survivre chez nous grâce aux aides sociales.

Si on veut parler gros sous, il faut d'abord rappeler que l'immigration est en réalité vitale pour les économies des sociétés riches – les Latinos des États-Unis sont prêts à le prouver – et qu'elle est la conséquence directe du pillage du Sud par l'Occident depuis la colonisation. Cela dit, on pourrait même parier que le coût d'une véritable politique d'accueil et d'intégration n'excéderait certainement pas celui de la politique répressive avec son sinistre arsenal de flics, de juges, de centres de rétention et de reconduites aux frontières.

Les arguments « techniques » une fois écartés, il reste la peur, irrationnelle et dangereuse, qui pousse à voter pour le FN des villages où jamais un immigré n'a mis les pieds, la peur de l'autre, de l'étranger, la peur de voir se dissoudre la culture et « l'identité

nationale » dans le mélange des peaux, des cultures et des religions. Le fantasme d'une civilisation supérieure, blanche, chrétienne et riche, « submergée par les hordes barbares », va chercher sa référence historique dans la chute de l'Empire romain d'Occident. Mais, comme la plupart des « vérités » que les manuels scolaires nous ont transmises, celle-ci est tronquée. En réalité, colonisateurs romains et autochtones « barbares » vécurent ensemble pendant vingt-cinq générations à l'intérieur des frontières de l'Empire. Et lorsque les peuplades venues d'Asie le traversèrent de part en part, ce sont ces mêmes « barbares » qui s'efforcèrent d'en maintenir les structures.

Même en cherchant bien, on ne trouvera aucun exemple dans l'histoire de nation dissoute ou détruite à la suite d'une invasion pacifique de migrants pauvres. À l'inverse, lorsque les Européens ont essaimé à travers la planète, ils ont partout réduit en esclavage les peuples autochtones, quant ils ne les ont pas purement et simplement exterminés, aux États-Unis, en Australie ou en Nouvelle-Zélande, pour ne citer que ces exemples.

Au total, l'ouverture des frontières ne provoquerait pas de flux d'immigrés supplémentaire en France ni en Europe, mais elle éviterait d'innombrables drames humains. Elle ne changerait pas l'ordre économique néo-colonialiste dont profitent les sociétés occidentales, et qui est la première cause de l'immigration « non choisie », mais elle serait un petit pas vers la solidarité internationale des exploités contre le capitalisme mondialisé et ses oripeaux nationalistes. **FR.**

1. Point de vue présenté dans le dossier « Migrations et mondialisation », élaboré par ATTAC 63 et largement repris ici.

2. Qui correspond à un écart de « niveau de vie » d'environ 1 à 20.

3. Lire:

– *Faut-il ouvrir les frontières?* Catherine Withord de Wenden, Éditions de Sciences-Po, 1999.

– *La revue Hommes et migrations*, mars-avril 2001.

4. *L'Europe et toutes ses migrations*, sous la direction de Catherine Withord de Wenden et Anne de Tinguy, Éditions Complexe, 1995.

5. Rapport « Immigration, emploi et chômage », Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, 1999.

Penser et faire la ville par le bas

L'atelier populaire d'architecture et d'urbanisme des cours de l'industrie

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE est le quartier historique de l'artisanat du bois à Paris. Les cours de l'industrie constituent, parmi d'autres rares lieux, un lieu de production rassemblant dans trois cours artistes et artisans, dans une ville à un stade avancé de gentrification.

On regarde d'un mauvais œil ces activités sales et bruyantes installées sur des terrains convoités. Après un rachat des lieux par un promoteur privé, les artisans ont déjà réussi une première fois à faire avorter une juteuse opération privée qui aurait signifié la délocalisation de leurs ateliers loin des centres-villes, dans une zone de monoactivité caractéristique de l'urbanisme fondé sur les intérêts capitalistes.

Mais les projets de la mairie, devenue propriétaire des cours de l'industrie, ne tendent

aucunement vers un maintien d'activités de production dans les lieux.

Les cours de l'industrie sont un lieu de production, au cœur de la ville, à défendre face aux stratégies de ségrégation des classes et des activités. Parallèlement, c'est un lieu à rendre à l'usage collectif du quartier en le rouvrant aux déambulations quotidiennes et en favorisant la production artisanale populaire. C'est l'un des objectifs de l'atelier populaire d'architecture et d'urbanisme des cours de l'industrie (Apau-ci).

L'atelier populaire d'architecture et d'urbanisme des cours de l'industrie

L'Apau-ci est un lieu de réflexion, de conception et de réalisation du cadre bâti qui dépasse la division capitaliste du travail et sa projection sur l'espace de la ville. Il rassemble ceux et celles

qui « pensent », ceux et celles qui « construisent » et ceux et celles qui « utilisent » le cadre bâti pour parvenir à son amélioration concrète. Il fonctionne sur une base autogestionnaire où tous les acteurs et actrices interviennent à égalité sans hiérarchisation des savoirs, des fonctions, des genres et des positions sociales.

Un lieu de partage des savoirs

L'Apau-ci permet un travail collectif des travailleurs et travailleuses en formation, intellectuels ou manuels, et des usagers, interdit par la division capitaliste du travail. Cette mutualisation des savoirs est l'unique garantie de réalisations riches, tant en termes de production du cadre bâti que des échanges des savoirs et des trajectoires individuelles. Il s'agit de rompre avec la spécialisation des savoirs et la division des tâches en rassemblant concrètement, concepteurs et conceptrices, constructeurs et usagers du cadre bâti. Et, à terme, la rencontre entre producteurs et usagers, artisans et habitants, pour des productions au sein d'ateliers partagés peut répondre aux mêmes objectifs.

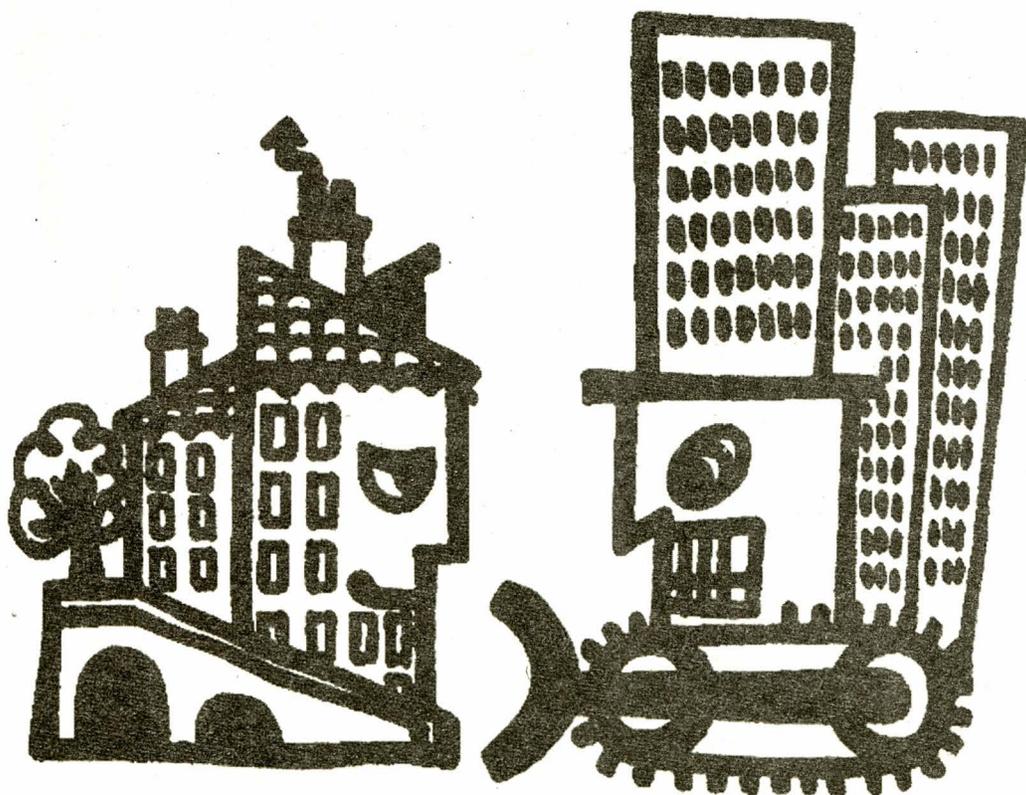
Pour les travailleurs et travailleuses en formations, des architectes aux ouvriers du bâtiment, l'Apau-ci brise la domination patronale sur les formations. Des profs aux stages sous les ordres des patrons, les écoles sont le moment de la reproduction des hiérarchies de l'atelier et de l'entreprise. Au contraire, l'Apau-ci permet dès maintenant une acquisition de connaissances et de savoir-faire par l'expérience et au service d'un projet élaboré et réalisé avec les usagers.

Parce que l'urbanisme est l'affaire de toutes et de tous, rejoins l'atelier populaire d'architecture et d'urbanisme des cours de l'industrie.

Permanences tous les jeudis de 18h30 à 20 heures, cours de l'industrie, 37 bis, rue de Montreuil, 75011 Paris, Métro Faidherbe-Chaligny.

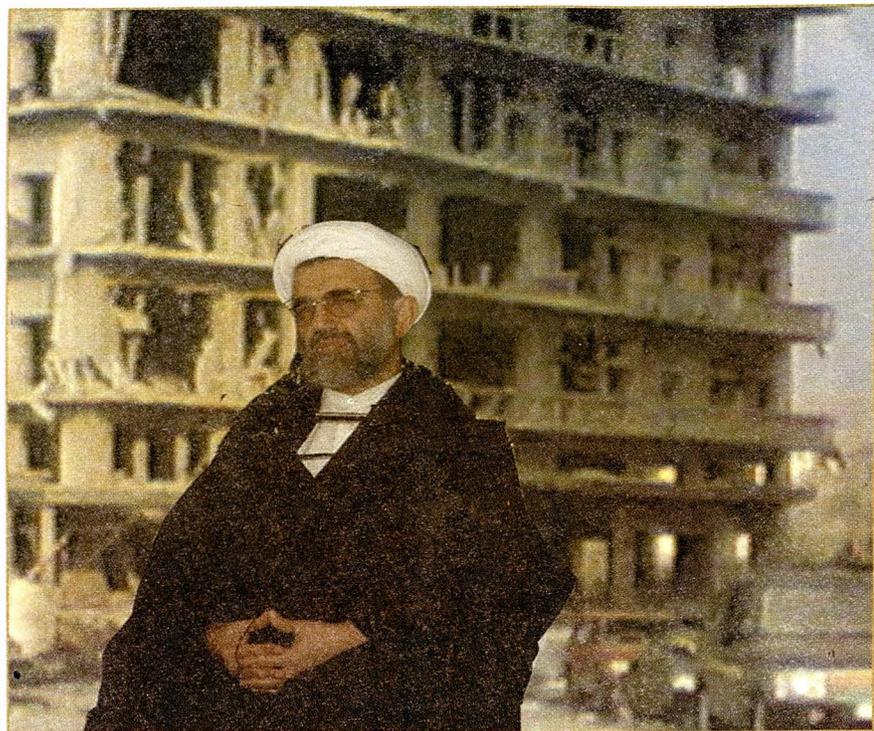
Thomas

CNT Syndicat unifié du bâtiment



Moyen-Orient

Guerre de classes



John Shute

Article tiré du bimensuel *Freedom*
Traduction par B.B.

CAPITALISME ET ISLAMISME sont les parasites jumeaux des États arabes, mais les travailleurs contre-attaquent en force, d'après John Shute du bimensuel libertaire *Freedom*.

La cité-État du Golfe, Dubaï, est, d'après des estimations récentes, la ville à l'accroissement le plus rapide de la planète et le site de construction le plus grand après Shanghai. Le cheik multimilliardaire Mohammad bin Rashid al-Maktoum souhaite faire de Dubaï une île de rêve satisfaisant tous les goûts, une espèce de super-Las Vegas, avec ses hôtels sous-marins, ses chaînes de parcs de loisir à thème et Burj Dubaï, le futur bâtiment le plus haut du monde.

Le Moyen-Orient croule sous l'argent pour le moment : après le 9 septembre, les investisseurs moyen-orientaux ont abandonné l'Occident et ramené leurs dollars à la maison. Les Saoudiens ont déjà rapatrié un tiers du trillion de dollars investis à l'étranger, 7 milliards étant déjà réinvestis à Dubaï, et les revenus pétroliers des Émirats arabes unis sont dispersés dans la région en quête de profits.

Dubaï est, d'un certain point de vue, un mirage moyen-oriental dont le but était de devenir une sorte d'îles Caïmans arabes. Il a aussi de nombreux points communs avec ses voisins, notamment dans son attitude vis-à-vis des droits du travail et de la surexploitation de la main-d'œuvre immigrée. Les syndicats et les grèves sont illégales, tandis que la majorité des travailleurs sont des employés originaires de l'Asie du Sud-Est.

En 2003, l'ONG Human Rights Watch a accusé les Émirats de « construire leur prospérité sur le travail forcé ». Les travailleurs asiatiques se voient confisquer leur passeport et leur visa par les agents recruteurs et sont entassés dans des pièces insalubres dans des camps de travail à l'orée des villes. Ce schéma d'ex-

ploitation est reproduit à travers la région tout entière.

Non seulement le boom économique en Arabie Saoudite attire les investissements étrangers, mais le fait que les syndicats et les grèves soient interdits augmente sans aucun doute l'attrait exercé sur les investisseurs. Les travailleurs immigrés constituent près des deux tiers de la force de travail et occupent plus de 90 % des emplois dans le secteur privé.

Les immigrants doivent bénéficier d'un sponsor – leur employeur – pour être autorisés à travailler en Arabie Saoudite, et ils sont obligés de lui remettre leur passeport, sans possibilité de changer d'emploi. En Égypte, la situation est similaire.

La plupart des travailleurs en Égypte ont, en théorie, la possibilité de créer un syndicat ou de s'y affilier, pour peu qu'au moins 50 employés d'une même entreprise revendiquent le droit de s'organiser. Mais tous les syndicats doivent rejoindre la Fédération des syndicats égyptiens (FSE), la seule centrale syndicale reconnue légalement. Dans les faits, la FSE est, dans le monde du travail, le bras du Parti national démocratique au pouvoir – d'où il ressort que les syndicats indépendants n'ont pas la possibilité de s'organiser légalement en Égypte. Et une grève doit, pour être légale, être approuvée par la FSE.

De plus, les grèves sont interdites dans les établissements « stratégiques ou vitaux, dans lesquels toute interruption de travail perturberait la sécurité nationale ou les services de base fournis par eux au public ». C'est au Premier ministre qu'il revient de désigner quels sont ces établissements, par voie de décret. L'État égyptien n'est pas non plus le dernier à utiliser toutes les forces disponibles pour réprimer l'organisation indépendante du travail. En

mars 2004, un millier d'hommes de troupe ont été mobilisés pour interdire une manifestation d'ingénieurs contre les restrictions portées sur la création d'organisations syndicales. En octobre 2004, la police faisait le siège des mines de phosphate d'Abou Tartour pour remettre les mineurs grévistes au travail.

On se tromperait en pensant que des répressions de cet ordre sont l'apanage des États moyen-orientaux clients de l'impérialisme occidental. La République islamique iranienne, produit d'une révolution locale en 1979, n'a pas perdu de temps pour écraser les organisations indépendantes du travail ou les organisations spontanées de voisinage.

Le mouvement syndicaliste indépendant fut réprimé par le Shah après le coup d'État de 1953. Durant les années de la révolution, l'Iran bruissait de conseils de travailleurs, de groupes de coordination de voisinage et de campagne de squat organisée, les travailleurs du secteur pétrolier étant toujours à l'avant-garde de ces mouvements. Les leaders islamiques ont cherché par la suite à présenter la décapitation de la révolution comme faisant partie de « l'ingikab-I-mustaz'afin » – la révolution des déshérités. En réalité, l'État islamique a réprimé l'organisation indépendante de la classe ouvrière et s'est servi du prétexte de la « défense de la Révolution » pour détourner la colère provoquée par ses trahisons envers les pauvres.

Ainsi, l'Irak et « l'Occident satanique » ont été agités comme des menaces extérieures portées contre la « Révolution » afin de faire taire les dissensions internes. Malgré une répression constante, le Comité pour des organisations libres du travail continue de se battre pour une auto-organisation de la classe ouvrière en Iran, contre les laquais de l'État que sont les Conseils islamiques du travail. Les violences contre les syndicats indépendants

sont monnaie courante en Iran – les récentes agressions et les emprisonnements des chauffeurs de bus de Téhéran n'étant que les plus récentes.

La richesse de la bourgeoisie moyen-orientale se fonde à la fois sur les ressources de la région – principalement le pétrole – et sur la surexploitation du travail tant autochtone qu'immigré. La région n'est qu'un immense atelier de travail forcé, où les droits du travail les plus fondamentaux sont réduits en poussière.

Il vaut la peine de relever que les prétendus « hérauts de la démocratie » – les envahisseurs américains et britanniques de l'Irak – ont oublié d'inclure le droit d'organisation sur le lieu de travail dans leur « package » démocratique.

La politique pétrolière menée en Irak transfèrera le contrôle de l'exploitation du pétrole à des compagnies étrangères par le biais d'accord de partage de la production. Le développement d'au moins 64 % des champs pétrolifères irakiens sera confié à des multinationales du pétrole pour le plus grand bénéfice du capital international et de la sécurité énergétique des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Pendant ce temps, le peuple irakien est laissé sans eau potable ou sans électricité, sans services sanitaires et est confronté à des infrastructures de transport en pleine déliquescence. Pour les travailleurs irakiens, la législation du travail de l'État baasiste a été remplacée par la dérégulation la plus complète, ceux bénéficiant encore d'un emploi ne touchant pas leurs gages pendant des semaines et des semaines. Les entrepreneurs au travail en Irak, comme Halliburton, ont importé des dizaines de milliers de travailleurs immigrés en provenance de pays pauvres, tels le Népal, les Philippines ou le Bangladesh, pour exécuter les travaux les plus ingrats. Les militaires américains exigent que les entrepreneurs engagent de la main-d'œuvre immigrée pour travailler sur leurs bases afin d'éviter tout risque d'infiltration par des insurgés.

Toute rhétorique mise à part, la situation de la classe ouvrière irakienne montre les intérêts de classe partagés par les élites chiïtes, sunnites et kurdes et les envahisseurs américains et britanniques. Et ceci se reflète dans l'ensemble dans la région. Qu'ils soient pro-occidentaux ou islamiques, les États du Moyen-Orient reposent sur la répression de l'auto-organisation de la classe ouvrière et l'exploitation du travail dans l'intérêt du capital tant national qu'étranger.

Les débuts de la reconnaissance de ce fait ouvrent la porte à l'organisation d'une résistance de classe à la fois contre l'impérialisme et le capital national. À Gaza, des comités indépendants de travailleurs se sont constitués pour faire contrepoids à l'Autorité palestinienne et exiger l'exemption des droits d'inscription scolaire pour les enfants des travailleurs et des chômeurs, la mise sur pied

d'un fonds de solidarité sociale pour le paiement systématique des allocations de chômage, l'annulation des dettes contractées par les pauvres, une assurance santé gratuite pour les travailleurs et les chômeurs, la régulation de la distribution d'emplois temporaires par l'Autorité palestinienne et enfin la tenue d'élections libres au sein de l'Union générale des travailleurs palestiniens.

Les Comités indépendants de travailleurs ont appris, au contact de l'establishment de l'AP et de son usage des forces de police dans la répression de manifestations de chômeurs, que ce sont ceux qui ont sacrifié le plus durant l'Intifada qui ont le moins reçu de l'AP. Le combat pour une auto-organisation devrait être vu comme essentiel à la dynamique permettant d'expulser les impérialistes américains et britanniques de la région: les classes dominantes nationales ont, en effet, plus à gagner à la présence des forces armées et du capital étrangers que de leur absence.

À travers la région, une communauté d'intérêts basée sur l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière s'étend de la République islamique iranienne aux play-boys des Émirats en passant par les agents d'Halliburton. James Zogby, de l'Arab American Institute a récemment mis en avant que les 10 millions de travailleurs étrangers dans la région constituaient une véritable « bombe à retardement qui n'attend que d'exploser ».

Toute lutte pour l'auto-organisation de la classe ouvrière dans la région doit s'étendre à un combat pour des droits égaux pour la « sous-classe » que constituent les travailleurs immigrés, un réseau de solidarité et de résistance doit s'étendre entre tous les travailleurs de la région – de l'ouvrier du pétrole en Iran à la bonne srilankaise à Dubaï. Pour les révolutionnaires en Occident, il est important d'éviter de se laisser embourber dans le débat opposant le sécularisme à un islam militant, comme s'il pouvait exister un pur héritage des Lumières dans lequel les droits individuels et la séparation de l'Église et de l'État seraient le produit de la pensée bourgeoise plutôt que le gain de la lutte politique.

L'islam politique est le visage que revêt le nationalisme militant après l'effondrement du stalinisme et du nationalisme séculier. La rhétorique des mollahs ne sert qu'à camoufler l'incapacité de l'islam politique à établir la justice sociale dans la République islamique iranienne ou à se battre pour elle à l'extérieur. Notre rôle doit être d'offrir notre solidarité militante à ceux qui, dans la région, cherchent à combiner par le biais de l'auto-organisation des travailleurs au Moyen-Orient le combat pour la justice sociale avec le combat contre l'impérialisme.

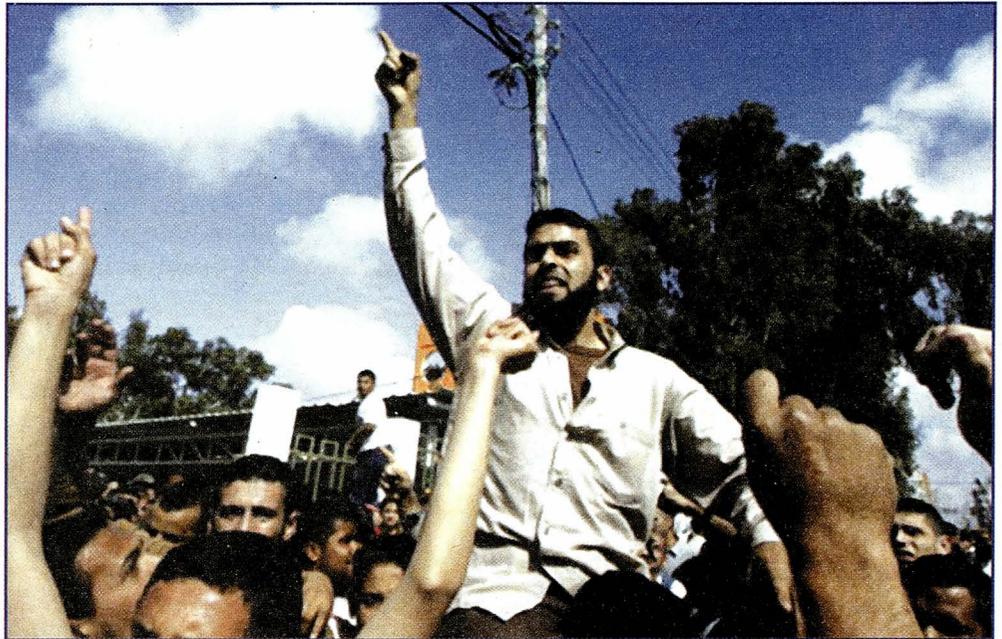
J.S.

Source: Freedom, bimensuel anarchiste anglophone. Publié sur libcom.org le 24 mars 2006. Traduction par À voix autre, feuille de chou de Bruxelles et d'ailleurs.



Palestine

Un statu quo indéfini ?



Éric Vilain

La

LA CRISE ÉCONOMIQUE que connaissent les territoires palestiniens est largement antérieure aux dernières élections ; elle est en partie, mais en partie seulement, la conséquence de la corruption qui régna dès le début dans l'Autorité palestinienne, de son incompétence et de son incapacité à définir des priorités. La suspension de l'aide financière européenne et américaine aggraverait considérablement la crise et pousserait l'Autorité palestinienne à se tourner exclusivement vers l'aide des États islamistes.

L'arrivée au pouvoir du Hamas en janvier dernier risque de remettre en question une aide globale annuelle des pays occidentaux de un milliard de dollars pour couvrir les besoins humanitaires, les projets de développement et le soutien au budget. Israël a par ailleurs décidé de cesser de verser les 55 millions de dollars de droits de douane qu'il recouvre au nom de l'Autorité palestinienne. Cependant, le gouvernement israélien a annoncé qu'il utiliserait une

partie de cette somme pour payer les coûts en électricité, eau et pétrole dus aux sociétés israéliennes.

Depuis septembre 2000, les subventions annuelles occidentales à l'Autorité palestinienne avaient doublé, mais le chômage et la pauvreté en Cisjordanie ont triplé. La mauvaise gestion et la corruption de l'Autorité palestinienne sortante ne sauraient cependant être désignées comme les seules responsables de cette situation.

En effet, depuis cinq ans, le contexte économique s'est aggravé. Les investissements privés se sont effondrés ; les emplois des Palestiniens en Israël ont baissé à des niveaux record. En conséquence, la pauvreté et le chômage se sont aggravés, tandis que les besoins de la population pour des services de base se sont accrus, ce qui a augmenté le déficit budgétaire. Les fonds de l'aide internationale qui auraient dû être employés à des projets de

développement ont été affectés à combler le déficit budgétaire et à faire face aux besoins humanitaires de la population.

La situation catastrophique à laquelle la population doit faire face est la condition d'un contexte politique qui étouffe toute possibilité de développement économique. En l'absence de toute perspective politique globale, l'aide internationale ne peut qu'aider les Palestiniens à survivre, et à survivre de plus en plus mal.

Si on peut admettre que certaines crises humanitaires sont difficiles à prédire, celle qui frappe la Palestine, et qui ira en s'aggravant, est annoncée depuis longtemps.

Le fond du problème n'est cependant pas là : l'aide humanitaire vise à pallier temporairement une crise pour permettre à une population de survivre, elle n'est pas de créer le contexte qui permettra à cette population de se prendre en main pour développer des structures politiques et, économiques viables. Or, dans le cas des territoires occupés, le vrai obstacle est... l'occupation et l'extension par Israël de mesures restrictives entravant le fonctionnement de l'économie palestinienne.

En théorie, le droit international exige que toute puissance occupante garantisse le bien-être de la population occupée. Cette fonction a jusqu'à présent été assurée par les contribuables des pays occidentaux. Si le retrait de toute assistance internationale était effectif, ce rôle reviendrait à l'État d'Israël. Il est certain que ce dernier esquivera cette responsabilité : l'État hébreu subit lui-même une grave crise économique : en 2001, pour la première fois en quarante-huit ans, le PIB par habitant est tombé de 2,9 % et le pays a connu aussi pour la première fois une baisse de sa croissance économique.

Toute la politique de l'État d'Israël, qui prend prétexte de la lutte contre le terrorisme menée par les États-Unis, vise à intensifier la guerre économique contre la Palestine. L'objectif permanent de l'État hébreu a été d'étendre son contrôle israélien sur la terre palestinienne, sur les ressources et sur la population de façon à entraver tout développement viable d'une infrastructure économique assurant l'existence de la population.

Les accords d'Oslo, à partir de 1993, n'ont été qu'une occasion de modifier une stratégie dont les objectifs ont toujours été les mêmes. Jusqu'à cette date, l'occupation militaire avait déterminé toute l'économie des territoires occupés par des mesures qui ont délabré le développement agricole, industriel et commercial. En 1985, le futur prix Nobel Yitzhak Rabin déclara : « Il n'y aura aucun développement dans les territoires occupés à l'initiative du gouvernement israélien, et aucun permis ne sera délivré pour étendre une agriculture ou une industrie qui pourrait concurrencer l'État d'Israël. » (Jérusalem Post, 15 février 1985.) Sachant qu'il fallait un permis pour qu'une famille creuse ne serait-ce qu'un puits, et que ce permis était souvent refusé, cela signifiait pas de développement du tout. Les

négociations d'Oslo, à l'occasion desquelles l'OLP ne reconnaissait plus sa souveraineté que sur 20 % du territoire, auraient dû, selon les Palestiniens, apporter certaines améliorations. En fait, c'est le contraire qui arriva : baisse du niveau de vie ; la quasi-totalité de la population connaît des difficultés croissantes. Le déséquilibre du commerce entre Israël et les territoires occupés s'accroît de moitié.

Entre 1993 et 1999, le PIB par tête a baissé de 20 %. Le chômage est multiplié par trois, le nombre des pauvres par deux.

Ces cinq dernières années, leur pouvoir d'achat a baissé de 30 %. La Banque mondiale prévoit que d'ici à 2008 le chômage touchera 34 % de la force de travail et que la pauvreté frappera 51 % de la population.

Les salaires des 150 000 fonctionnaires permettent de faire vivre un quart de la population. Si ces salaires n'étaient pas versés, le niveau de pauvreté s'accroîtrait rapidement.

Le système de santé et d'instruction disparaîtraient de fait : les fonctionnaires permettent à 62 % des cliniques, à la totalité des hôpitaux et à 75 % des écoles primaires et secondaires de fonctionner. Le ramassage des ordures ménagères ne serait plus assuré. Le taux de mortalité s'accroîtrait, en particulier celui des enfants.

On mesure mal les conséquences de la cessation du versement des salaires des 70 000 membres des forces de sécurité. Outre le fait que la criminalité pourrait s'accroître considérablement, la violence à l'égard d'Israël pourrait également grandir.

La principale raison de cet effondrement économique se trouve dans le blocus militaire limitant la circulation des personnes et des produits, pas seulement entre Israël et les territoires occupés, mais entre les différentes zones des territoires occupés.

En effet, pendant les négociations de « paix », la fragmentation du territoire a été accrue par les gouvernements israéliens successifs : les confiscations de terres et d'eau qui ont permis de doubler le nombre de colons juifs, passés à 400 000, les confiscations de terres nécessaires pour construire les « routes de contournement » ont désarticulé l'agriculture palestinienne en empêchant les Palestiniens de circuler : les communautés se sont trouvées isolées les unes des autres.

La construction du « mur de sécurité » qui isole les Palestiniens de l'extérieur, mais qui les isole également entre eux, accélère l'effondrement économique. Le premier effet de ce mur est d'empêcher de nombreux Palestiniens de se rendre en Israël pour trouver du travail. Or les revenus de ces emplois étaient vitaux. Le mur a aussi un impact important sur l'économie palestinienne, en particulier l'agriculture, dans la mesure où il restreint ou empêche la circulation à l'intérieur du territoire.

L'ensemble du tissu économique des territoires occupés s'est trouvé pratiquement détruit. Dans l'échiquier israélo-palestinien, les pièces sont en place pour un statu quo périlleux et indéfini.



Le débat et les enjeux de la charte d'Amiens

NOUS ALLONS, certainement, très bientôt pouvoir disposer de plusieurs livres sur la charte d'Amiens... Mais, pour l'instant, très peu sont disponibles. Je viens de me procurer une brochure fort intéressante sur la question datant de 1987 ...

On y trouve une introduction présentant le cadre historique, l'ensemble des débats avec les différentes interventions ainsi qu'un regard de libertaires sur la charte d'Amiens « d'aujourd'hui ».

L'auteur collectif rappelle que la CGT « doit ses origines à la Fédération nationale des syndicats ».

La FNS est, faut-il le rappeler, depuis sa naissance en 1886 sous la tutelle du parti ouvrier guesdiste.

Pour Jules Guesde, l'un des premiers marxistes français, le syndicat doit être la courroie de transmission du parti, et rien d'autre...

Voici là quelques éléments de compréhension fort intéressants qui expliquent l'intensité du débat au congrès d'Amiens entre des militants guesdistes convaincus, des anarchistes fort actifs et de nombreux syndicalistes « réformistes » ou indépendants...

La CGT, née officiellement en 1895 à Limoges, s'est renforcée lors de sa fusion avec les Bourses du travail au congrès de Montpellier en 1902.

C'est un syndicat puissant, représentatif, avec lequel il faut compter, qui poursuit et « conclut » le débat sur l'indépendance...

Toute la partie du congrès d'Amiens consacrée à la question des rapports parti(s)-syndicat est passionnante, car nous pouvons lire dans le texte toutes les interventions et bien saisir les rapports de force ainsi que les enjeux...

Ah, nostalgie, quand tu nous tiens!

Trois courants sont répertoriés à l'entrée du congrès: les partisans d'un lien entre le Parti socialiste et la CGT, les anarchistes et anarcho-syndicalistes et les syndicalistes indépendants. Chaque courant a pu disposer d'un temps suffisant pour y prendre la parole, grâce à l'intervention prévue de trois orateurs par « tendance ».

Une véritable démocratie syndicale était mise en pratique. Les héritiers de ce congrès, notamment ceux qui ont détenu les commandes des différentes organisations qui ont

succédé à la CGT, n'ont rien retenu de la leçon...

C'est ainsi qu'à la FEN, avant sa scission, chaque courant de pensée avait un temps de parole proportionnel à sa représentativité... Des tendances pouvaient disposer de cinq à dix minutes à répartir entre plusieurs intervenants pendant que les majoritaires disposaient au total de quelques heures!

La charte d'Amiens est la résultante d'une alliance entre les syndicalistes révolutionnaires et les syndicalistes réformistes pour un maintien de l'indépendance syndicale par rapport aux partis et par rapport à l'État. Elle est aussi un texte qui affirme que le syndicalisme « prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale »... et non les journées d'actions répétitives sans lendemain, secteur par secteur!

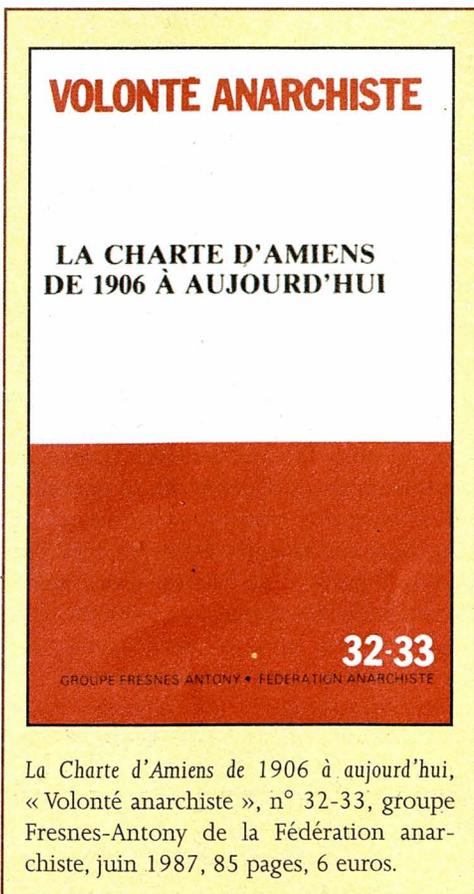
Il est incontestable qu'une majorité nette du congrès d'Amiens était composée de révolutionnaires et de libertaires. Pour preuve ce vote par 484 voix contre 300 (49 blancs et 39 nuls) d'une proposition d'Yvetot souhaitant que « la propagande antimilitariste et antipatriotique devienne toujours plus intense et toujours plus audacieuse »...

L'analyse un peu fine montre qu'à ce congrès, au-delà d'un rapport de force réel qui finira par s'inverser après la Première Guerre mondiale, les syndicalistes révolutionnaires, qui y ont joué un rôle essentiel, voulaient sauver l'essentiel: éviter une domestication du syndicalisme et la remise en question de son indépendance... Ont-ils réussi? Partiellement seulement car aujourd'hui le péril demeure et, de plus en plus, l'État et la Communauté européenne cherchent à intégrer les syndicats. Certaines directions ont montré d'ailleurs qu'elles n'étaient pas insensibles à l'appel...

Ce petit livre vaut le « déplacement » autant par la reproduction des interventions des orateurs que par l'analyse faite par des héritiers des syndicalistes révolutionnaires...

Que l'on soit d'accord ou pas avec eux, ils ont constitué et constituent un courant syndical historique important.

Jean-François Chalot



La Charte d'Amiens de 1906 à aujourd'hui, « Volonté anarchiste », n° 32-33, groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste, juin 1987, 85 pages, 6 euros.

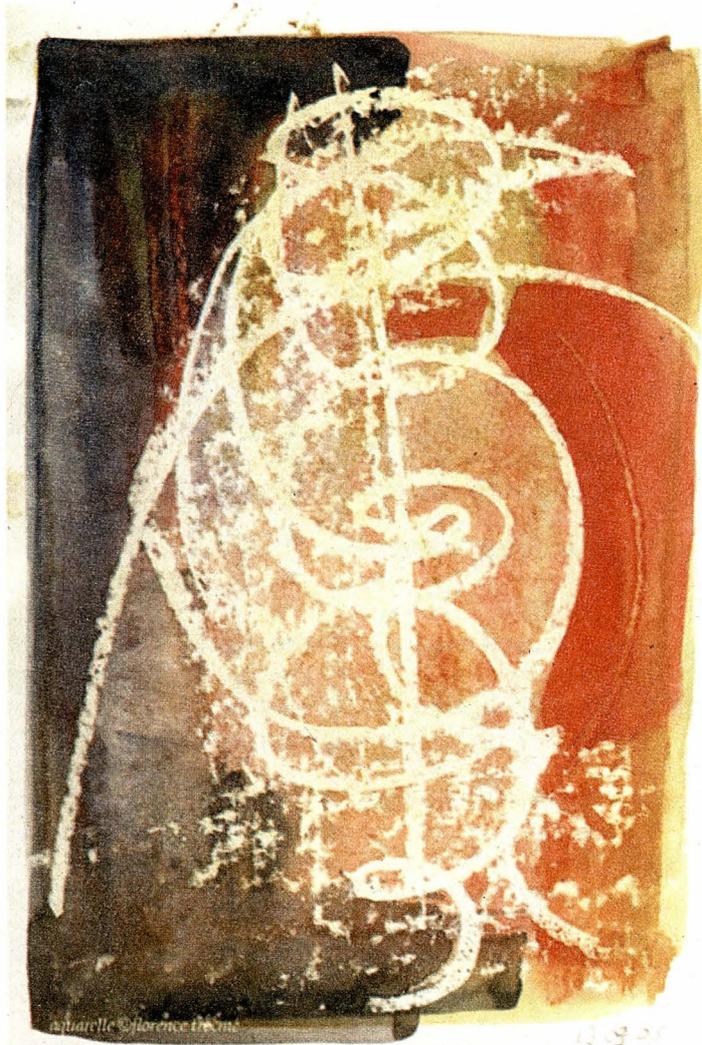
Arbre à vie

TANDIS QUE CERTAINS, au comportement bien peu louable, se partagent les derniers restes du cadavre-démocratie et font, une fois de plus, le lit de la barbarie renaissante, d'autres, plus rares, mais ô combien précieux, s'emploient tout au contraire à pacifier notre regard afin de lui rendre, en même temps que sa porosité native, le sol nourricier sans lequel le mot d'humanité perdrait tout sens. Ceux-là incarnent ce que l'espèce possède de meilleur, car ce que nous offre le fruit de leur incessant labeur n'est rien de moins que la restitution de ce que l'ignoble nous confisque en érigeant adroitement le mensonge et la dissimulation au rang de valeurs nouvelles. Nous est ainsi restitué tout ce par quoi l'inavouable et très cynique communauté redevient non seulement acceptable mais justifiée par la grandeur de ce qui la précède et la comprend à tout jamais.

François Cheng est l'un de ces passeurs parmi les plus excellents. Le succès que remportent ses livres montre, d'une part, leur impérieuse nécessité, et, d'autre part, qu'il existe bien, hors de la violence et du chaos, une communauté d'humains qui appellent de leurs vœux tout autre chose qu'une existence soumise à l'exploitation et au détournement de la force créatrice qui nous est offerte en même temps que la vie.

Vient de paraître *Cinq méditations sur la beauté*, un livre époustouflant, un de ces livres dont le célèbre penseur a le secret; un livre-miroir. Qu'est ce qu'un livre-miroir? C'est un livre dont le sujet – ici la beauté – possède la capacité de provoquer un puissant suspens dans l'emportement d'un temps qui, censé nous servir, nous conduit en réalité au plus

cruel état de dépossession, et cela jusqu'à la perte d'un sentiment de connivence intime sans lequel l'univers habitable finit bientôt par disparaître sous son propre résidu, lequel s'avère alors être nous-mêmes. Un livre-miroir est donc, en résumé, un condensé de pleine durée qui, de par la plénitude dont le chant de la langue l'investit, possède le pouvoir quasi magique de nous soustraire à la dérive perverse et mortifère de la destruction et du pessimisme obligés. En refusant d'accepter le diktat du chaos, le livre-miroir renverse donc le cours du temps répétitif et réducteur. Il nous rend le temps réel de la présence charnelle et spirituelle, il fait ainsi distinctement apparaître les mécanismes de la monumentale illusion dont nous sommes les victimes souvent innocentes. En un mot, le livre-miroir nous libère des conditionnements qui, en obscurcissant notre horizon, font de chacun d'entre nous la proie facile de l'ignoble. Pour ceux qui ont lu les précédents essais de François Cheng, il n'est pas un secret que notre homme n'a



cessé, à pas mesurés, de risquer sa pensée sur le territoire hasardeux et complexe de métissage culturel. Mais ce qui est dans sa démarche absolument unique est que le fruit n'en est jamais abâtardi. Une telle réussite n'est évidemment possible que dans la mesure où, considérant les postures fondatrices à partir desquelles il établit sa réflexion, il en a préalablement assimilé la pensée, démontrant du même coup que la vraie modernité se passe non seulement du tapage médiatique, mais qu'elle ne saurait exister sans une parfaite connaissance et un vécu accompli de la haute tradition. Puisant aux sources fondatrices des pensées de l'Orient et de l'Occident, François Cheng, tout en

soulignant ce qui les distingue fondamentalement, montre en quoi elles se renforcent et se complètent dans les différences et les singularités qui leur sont propres, en quoi également la découverte de leur complétude offre au regard questionnant une incomparable opportunité d'ouverture vers un devenir libéré des routines mentales et autres travers ethnocentriques qui font de nous les malheureuses victimes de notre humanité. Nul doute que ce dont notre regard a le plus grandement besoin, en ces temps de confusion planétaire, est bien cette grande bouffée d'air pur, ce grand souffle insouillé sur l'aile duquel tout redevient lumineusement clair et aussi désirable que la vie. À lire toute affaire cessante. Admirable.

Claude Margat

François Cheng, *Cinq méditations sur la beauté*, Albin Michel, 160 p., 12 euros.

L'histoire triste et ordinaire d'une expulsion

JEAN-LOUIS MILLET ET ÉLISABETH TOUTLEMONDE, sa compagne, hébergeaient dans un chalet de leur exploitation agricole biologique de Mérindol (Vaucluse) un exilé, Victor, et sa compagne.

Victor Milhaïlenko est ukrainien et travaillait dans l'industrie pétrolière. Il fuit les menaces de mort d'une mafia de sa ville qui l'obligeait à des trafics d'essence. Sa famille a été persécutée, et il veut échapper à ces violences. Avec d'autres immigrés venus de pays de l'Est, Victor est arrivé par une filière clandestine; il travaillait pour un agriculteur de Senas (Bouches-du-Rhône) qui s'est enfui, devant à ses ouvriers six mois de salaire.

Il a trouvé solidarité et hospitalité chez Jean-Louis et Élisabeth. Une situation qui devait être provisoire, mais qui s'est prolongée. Sa demande d'asile a été refusée à l'enregistrement lors de son dépôt. Jean-Louis Millet a essayé, en relation avec l'ANPE, de trouver une solution pour embaucher Victor, mais elle s'est avérée impossible.

Suite à une dénonciation, le 19 avril 2006, un fourgon et deux voitures de gendarmerie déboulent dans l'exploitation. Des gendarmes et des policiers en civil arrêtent Victor, qui est en combinaison de travail en train de dépanner un moteur. Les forces de l'ordre procèdent à des fouilles dans son chalet (matelas, tiroirs, et meubles renversés) et emmènent Victor, menottes aux poignets – il le restera trois jours durant – et Jean-Louis, qui est malade du cœur. Ce dernier sera relâché après quelques heures. Mais c'est son fils David Millet, officiellement responsable de l'exploitation, qui est mis en garde à vue.

On menace de fouiller la maison de David alors que sa compagne vient d'avoir un bébé. David est relâché le lendemain soir avec une convocation au tribunal d'Avignon (17 juillet 2006) et une inculpation d'hébergement d'étranger en situation irrégulière et travail illégal. Jean-Louis avoue que ce qui l'a le plus choqué a été l'attitude des gendarmes envers Victor: « Ils ne nous ont pas ménagés, David et moi, mais la manière dont ils ont traité Victor a été odieuse... »

Victor est emmené au Centre de rétention de Nice en bleu de travail (refus des gendarmes de prendre des vêtements de rechange

et de l'argent). Il est passé en comparution immédiate. La Cimade a pris en charge son dossier, mais la date ultime du 8 mai avait été fixée pour son expulsion. Rappelons que Victor risque d'être assassiné en Ukraine (sa sœur a déjà été tuée).

Le 3 mai 2006, une rencontre avec Victor est organisée pendant une demi-heure. Victor est content d'avoir de la visite, mais il est amaigri et visiblement fatigué. Il a montré ses poignets encore profondément marqués par trois jours de port de menottes (posées par les gendarmes de Cadenet). Il sait qu'il peut être expulsé à tout moment.

Victor a été entendu par l'OFPPA, le 5 mai 2006 à 12 heures, à Paris. À la surprise générale, le tribunal de grande instance de Nice s'est réuni le 6 mai pour juger l'affaire. Les demandes de Victor ont été rejetées, il n'y a plus de recours juridique possible. Le 9 mai, la maire de Mérindol et Josiane, du comité de soutien à Victor, ont eu une entrevue avec le préfet du Vaucluse qui a confirmé que les lois en vigueur impliquaient l'expulsion de Victor et qu'il ne s'y opposerait pas, même à titre exceptionnel.

À ce jour, donc (12 mai), Victor, toujours en centre de rétention, risque l'expulsion à tout moment.

Du côté des soutiens, des initiatives ont déjà eu lieu à Mérindol.

Le 9 mai, une banderole a été déployée aux abords du meeting de Sarkozy à Nîmes, en solidarité, avec le concours du groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste. Le comité de soutien appelle à se réunir tous les soirs à 17 heures, devant la préfecture d'Avignon.

Le premier rassemblement du 10 mai a réuni une trentaine d'étudiants et de personnes du comité de soutien, avec tracts, banderoles et casseroles. Dès le lendemain, la presse locale est venue au rendez-vous pour réaliser des entretiens.

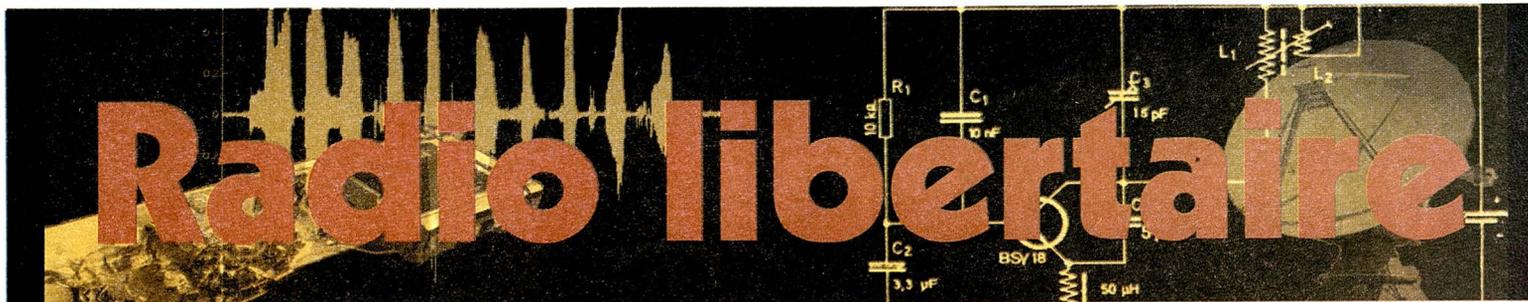
Un comité de soutien aux sans-papiers a décidé de s'associer aussi à ces rassemblements. En attendant le procès de David Millet, le 17 juillet à Avignon, un concert de soutien est prévu le 19 mai à la salle des fêtes du village.

Un blog est ouvert: <http://victor-merindol.monsite.wanadoo.fr>

On peut aussi protester en téléphonant à la préfecture du Vaucluse qui a lancé l'arrêt d'expulsion: 04 90 16 84 84.

**Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste**





Jeudi 18 mai

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle Une émission animée par Marlène Bouvier.

Si vis pacem à 18 heures: Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. L'art mais oui, l'armée non! Invité: Centre autonome solidaire et artistique (Casa).

Entre chiens et loups à 20h30: Art et anarchie L'invité sera Ivan Alechine pour son ouvrage *Tapis et Carries*, paru aux éditions Fata Morgana.

Epsilonia à 22 heures: 20^e anniversaire Festival Epsilonia, arts sonores et musiques expérimentales, tous les jeudis du mois de mai, de 22 heures à 8 heures du matin.

Vendredi 19 mai

Place aux fous à 13 heures: Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline Après un 12 mai bouleversé, au grand positif, par les HushPuppies en direct, E. Tessier nous chroniquera MARVIN GAYE, du ghetto à Tamla Motown, de Detroit à Ostende: sexe, drogue & soul music; O. Pascault achèvera ses propos sur la notion d'ILLÉGALISME avant la boucherie de 14-18 et avancera ses billes sur le regroupement Crass-Chansons d'amour.

Émission spéciale de 19 heures à 21 heures: Rencontres libertaires de Grenoble Les 19 et 20 mai, deux jours de retransmission, en direct de Grenoble, des rencontres libertaires organisées par le groupe local de la Fédération anarchiste. Les émissions habituelles sont déprogrammées pour l'occasion.

Émission spéciale à 22 heures: Léo 38 à l'heure du dîner! M. Squale nous invite, à partir de 22h30, dans «Ça booste sous les pavés», pour une soirée à thème avec intrigues, révélations et coups bas! Avec Papa Laurent, M. Frédéric, Shanti D, Junior Cony, DJ Vorak... Lève ton poing en l'air, libertaire!

Samedi 20 mai

Réveil hip-hop 8 heures: Musique hip-hop Le rappeur Rachid Wallas pour la sortie de son CD.

Émission spéciale de 10 heures à 19 heures: Voir vendredi 19 mai.

Tribuna latino-americana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique latine Nous recevrons Karen, jeune Chilienne étudiante à Paris, de retour du Chili. Elle parlera notamment du travail des enfants, de l'accès aux études universitaires, du théâtre de rue et des luttes citoyennes menées pour la protection de l'environnement du nord au sud du Chili.

Dimanche 21 mai

Des mots, une voix à 15h30: Des mots, des auteurs. Invité: l'écrivain Hubert Haddad, pour ses livres *Un Rêve de glace* et *Le Nouveau Magasin d'écriture*, sortis chez Zulma, et *Le Camp du bandit mauresque*, chez Fayard. Au micro Thierry Clair-Victor, à la réalisation Erwan Charton.

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Désaxés à 20h30: Le cinéma en zone libre L'actualité des films par Nachi et Raki.

Lundi 22 mai

Ondes de choc à 16 heures: Magazine culturel de 16 heures à 17 heures: *D'entre les morts*, de Jean-Pierre Siméon (Théâtre du Proscenium); de 17 heures à 18 heures: *Un tramway nommé Désir*, de Tennessee Williams.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Le magazine de la chanson vivante Depuis plus de dix ans, les deux Bernard accueillent chaque semaine des jongleurs de mots, des cracheurs d'images, des hérissés de poils, des provocateurs de frissons...

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22h30: Comme son nom l'indique... Chaque lundi, c'est une quasi-révolte que les carmélites pentus réactivent nuitamment. Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-salsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

Mardi 23 mai

Actes et cités à 11 heures: « Intervention participative ». L'un des aspects des Architectures vives est la dimension apportée à la participation des utilisateurs. Cette émission sera consacrée à la microarchitecture participative.

Pas de quartiers... à 18 heures: Quelle justice? Des invités exposent en direct les conditions tragico-ubuesques du déroulement de certains jugements de jeunes ou de sans-papiers... A vos galènes!

Radio libertaria à 20h30: Émission de la CNT Énergie (4^e mardi du mois) Invité: Vincent, qui nous parlera du syndicalisme et de la politique en Amérique latine.

Jazz en liberté à 22h30: Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques batteurs.

Mercredi 24 mai

Blues en liberté à 10h30: Émission musicale blues: Otis Rush, de la flamboyance des années cinquante à aujourd'hui.

Ras les murs à 20h30: Actualité des luttes de prisonniers. Invités: Jocelyne Moulin et Paul Rofner, éducateurs spécialisés travaillant au Quartier intermédiaire sortants de Fresnes (QIS). Lieu qui permettait aux détenus usagers de drogues de préparer en amont leur sortie. Il existe depuis quinze ans. Il dépend du ministère de la Santé qui, pour des raisons budgétaires, veut le fermer!

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Dijon

Le groupe libertaire dijonnais la Mistoufle vous communique sa nouvelle adresse: les Voix sans maître, maison des Associations, boîte bb8, 2, rue des Corroyeurs, 21 068 Dijon cedex. Permanence du groupe tous les mercredis de 20 heures à 22 heures au 6, impasse Quentin (vers le marché).

Jeudi 18 mai Grenoble

Rencontres libertaires du 18 au 20 mai à l'ADAEP, 163, cours Berriat. Contact: jules.valles@nology.org. 18 mai: départ pour une balade à vélo à 18h30, soyez ponctuels au départ! Promenade suivie d'une dégustation de bière bio et artisanale préparée exprès pour l'occasion! 19 mai à 19 heures: ouverture des portes. 19h30: conférence-débat sur l'anarchisme. 22 heures: concert avec Patate Sound System (bal folk) et DJ Milouz (sound system alterno). 20 mai à 10 heures: ouverture des portes, et tables de presse toute la journée. 10h30: débat sur les prisons et leur abolition (avec Catherine Baker et Lucien Léger). 14 heures: intervention-débat autour des nanotechnologies. 17 heures: atelier autour des médias. 19h30: danse-théâtre autour du féminisme. 22 heures: concert avec Un tondu un chevelu (chanson) et Mon Dragon (punk).

Vendredi 19 mai Paris 18^e

À l'initiative du groupe Pierre-Besnard, de la Fédération anarchiste, rencontre-débat sur le thème de la religion contre les femmes, à 20 heures, au local la Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche.

Samedi 20 mai Paris 20^e

Rencontre avec les anarchistes du 20^e arrondissement dans l'optique de créer un groupe de la Fédération anarchiste, à 17 heures, à l'espace Louise-Michel, 42 bis, rue des Cascades.

Paris 11^e

Présentation de la revue *Anarliste*, à 16h30. Vernissage à partir de 18 heures avec des œuvres de

Julien Blaine, Jean Dassonval, Daniel Livartowski... à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris 11^e

À l'initiative d'*Alternative libertaire*, forum « Syndicalisme et transformation sociale. Cent ans après la Charte d'Amiens ». Ageca, 177, rue de Charonne, métro Alexandre-Dumas. De 14 heures à 22h30, interventions, débats avec des militants et militantes de la FSU, de SUD-Rail, CGT Banques Paris, CNT... Buffet, bar, librairie.

Revel (31)

« Qu'est-ce que la philosophie? »... Et si elle était tout à fait autre de ce qu'en dit l'enseignement académique? Débat introduit et animé par Yannys Youlountas, philosophe hédoniste et libertaire d'après la *Contre-histoire de la philosophie* de Michel Onfray de 17 heures à 19 heures, aux Arcades (place-centrale). Entrée libre.

Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste de Rennes vous invite samedi 20 mai à partir de 15 heures à la librairie La Commune, 9, rue Malakoff, pour la projection d'un reportage fait en mai 1968, suivie d'un débat. Entre les récentes luttes anti-précarité et la plus grande grève générale avec occupations d'usine de l'histoire de France, quelles similitudes et quelles perspectives?

Mardi 23 mai Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise le 23 mai 2006 à 20h30 à la maison du Champ-de-Mars, salle Gune, 6, cours des Alliés à Rennes une rencontre-débat dont le thème sera: « Contre la pensée unique, pour la pensée libre, vive le droit au blasphème » avec comme invité Jocelyn Bézecourt.

Mercredi 24 mai Clermont-Ferrand

Gantz, Brume Retina et Kiruna en cerkon au Raymond. (20h30/5 euros, orga Future is

mine). Le Raymond's bar (le local totogéré) c'est au 77 (comme l'année du punk), avenue Édouard-Michelin (l'exploiteur) à Klermon, plus d'infos sur <http://www.lekalk.info>

Saint-Claude (39)

Rencontre: Que fait la CNT? (Un syndicat de lutte autogestionnaire, avec des militants jurassiens) au Coffre-Fort, rue de Bonneville, de 18 heures à 21 heures. cnt-jura@cntf.org

Vendredi 26 mai Montreuil (93)

Concert de Fred Alpi au Manhattan, 52, rue Édouard-Vaillant. M^o Croix-de-Chavaux.

Samedi 27 mai Saint-Nazaire (44)

Rencontres-débats sur « l'Idéal anarchiste à Saint-Nazaire » avec le Front libertaire de cette même ville, toute la journée, dès 10 heures, à la librairie la voix au chapitre au 67, rue Jean-Jaurès, près des Halles.

Dimanche 28 mai Clermont-Ferrand

Le Raymond accueille The low budgets à 20 heures au Raymond's bar (local autogéré) 77, avenue Édouard-Michelin, 63000 Clermont-Ferrand. Plus d'infos sur <http://www.lekalk.info>

Mercredi 31 mai Lons-le-Saunier (39)

Contre la répression des anti-CPE, rassemblement de solidarité, devant le palais de « justice », à 16 heures.

Vannes

Le groupe libertaire René-Lochu (FA Vannes) organise le mercredi 31 mai, à partir de 20 heures, à la maison des Associations de Vannes, 6, rue de la Tannerie, salle 1, la projection du film *Dr Folamour* de Stanley Kubrick, excellente comédie américaine sur la guerre nucléaire, en noir et blanc, réalisée en 1963. Discussion et table de presse prévue. Entrée libre.

le 7ième

Salon du livre anarchiste

de Montréal

★ 20 mai 2006

10h à 18h

CEDA, 2515 Delisle

(métro Lionel-Groulx)

GRATUIT!

Activités pour les enfants!

Salle principale accessible aux
fauteuils roulants

de plus, une journée d'ateliers aura
lieu dimanche le 21 mai.

<http://salonanarchiste.tactic.org>

